



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

La question si importante du port pour Bastia est chaudièrement défendue à Paris, et nous sommes heureux ici de reproduire les lettres suivantes adressées par M. le maire de notre ville à M. le ministre et à M. le sous-secrétaire d'Etat du ministère des travaux publics, lettres dans lesquelles sont parfaitement examinées toutes les considérations qui plaident si énergiquement en faveur du port de Bastia. Voici la première lettre :

A M. le Ministre des travaux publics, à Paris.

Monsieur le Ministre,

Le jour où Monsieur le Maréchal Sebastiani m'a fait l'honneur de me présenter votre Excellence, j'ai en lieu de me convaincre des sentiments de bienveillance que vous portez à la Corse et m'assurer personnellement de la ferme intention du gouvernement du Roi d'activer, autant qu'il sera en son pouvoir, la prospérité d'un pays qui n'a cessé de combler de ses bienfaits depuis 1830.

Cette assurance m'encourage à implorer votre intervention puissante dans une question vitale pour notre département ; je veux parler du port de Bastia.

Depuis l'entrevue que vous avez bien voulu m'accorder, Monsieur le Ministre, je me suis empressé de me mettre en relation avec Monsieur de Silguy, rapporteur de la Commission chargée de vous présenter un projet définitif sur les travaux que le gouvernement se propose de faire pour le dit port.

Dans les diverses conférences que j'ai eu avec l'honorable rapporteur, j'ai pu remarquer que son opinion personnelle serait pour l'établissement d'un nouveau port dans l'anse St-Nicolas, mais l'avis de la majorité de la Commission paraît être contraire.

Bien plus, elle aurait arrêté de retrécir le projet d'avant-port soumis à la dernière enquête et de le réduire, bien qu'il émane d'elle-même, à des proportions mesquines. Ce nouveau projet consisterait à faire une jetée pour abriter le port actuel contre l'impétuosité des vents du Sud-Est ; mais les constructions seraient tellement rapprochées du môle existant, qu'elles ne pourraient pas même servir à y amarrer une seule rangée de navires sans que le passage ne se trouve complètement obstrué.

Au nom de la ville de Bastia et à celui du Commerce de l'île entière, qui m'ont investi des pouvoirs les plus larges pour les représenter dans cette matière, je crois de mon devoir, Monsieur le Ministre, de protester contre ce projet que je ne crains pas de qualifier de désastreux, qui n'est inspiré que par une pensée d'économie malentendue, et qui aurait pour effet d'arrêter l'essor de notre marine. Et comment utiliser les dépenses considérables que le Gouvernement a fait en Corse pour améliorer sa situation, si on ne construit pas, au foyer même de la civilisation du pays et au centre de son commerce, un port non seulement capable de contenir les bâtiments que Bastia possède, mais encore ceux que la progression des affaires ferait construire dans un court espace. Comment ne pas considérer après tout, que la marine de Bastia fournit en grande partie aux équipages de haut lord des escadres de Toulon et que le nombre de ses marins, déjà considérable, s'accroît prodigieusement en peu de temps si nous possédions un établissement maritime qui pût favoriser notre navigation et nos opérations commerciales ? N'y a-t-il pas là un élément utile à féconder et dont l'Etat ferait son grand profit pour le recrutement de nos flottes ? La ville la plus populeuse et la plus prospère de la Corse, qui, placée en face de l'Italie et sur le chemin du levant, peut aisément exercer une grande influence sur le passage, distante de quatre heures de Pionbino, à six heures de Livourne, à proximité de Gênes et Civitavecchia, celle qui en cas de guerre offrirait à la France des ressources en hommes et une position formidable. Bastia enfin, aurait-elle perdu de son importance au point de la réduire aux plus mesquines proportions ? Et de quelle utilité ne pourrait-il pas devenir, dans un cas donné, pour la marine royale elle-même, ce port que nous sollicitons avec tant d'instance ?

Mais, abstraction faite de cette dernière considération, et ne voulant envisager l'affaire que sous le point de vue commercial et de localité, on ne peut disconvenir que la question du port de Bastia ne prime toutes celles qui se rattachent au bien-être de la Corse. Le Gouvernement, en imposant des sacrifices pour l'ouverture de nos routes à compris que son idée de civilisation n'aurait pas été réalisée en Corse s'il ne dotait pas la ville la plus importante d'un port vaste et sûr, qui est pour elle d'une nécessité première. Ce travail est réclamé et par l'humanité et par un commerce considérable resserré pour ainsi dire dans un cercle de fer et susceptible d'acquiescer dans peu de temps un développement beaucoup plus considérable encore. Le gouvernement de 1830 s'est préoccupé de cette nécessité, et c'est pourquoi il n'a cessé de faire faire par ses employés des études qui maintenant devraient recevoir une sanction définitive.

La Commission ne s'est point arrêtée à ces considérations, son unique pensée a été d'abriter le port actuel à moins de frais possibles. Sans doute ce projet préviendrait de très grands malheurs, mais cela ne suffit pas, car il est à la connaissance de tout le monde que le port de Bastia n'est pas suffisant pour contenir tous les bâtiments de son commerce, que plusieurs d'entre eux sont obligés de s'expatrier ; qu'enfin, à cause du peu d'étendue et de fond de ses eaux, les paquebots des postes sont forcés d'aller mouiller à St-Florent, au grand détriment du trésor et des particuliers. Tous ces inconvénients ne disparaîtraient pas avec le nouveau projet de la Commission, sans prévision pour l'avenir, ne présente pas même l'avantage de pourvoir complètement à l'actualité. Or, du moment où l'Etat se déciderait à faire une dépense considérable, il est certain qu'il ne recommencerait pas une seconde fois ces mêmes sacrifices.

Ces raisons n'ont pas échappé à la sagacité de M. Rang, officier marin très distingué, chargé par Monsieur le Ministre de la Marine de faire des études approfondies sur cette matière.

Je pourrais faire valoir beaucoup d'autres considérations, Monsieur le Ministre, je pourrais parler de l'avantage immense pour le trésor si les navires étrangers qui des échelles du Levant se rendent à Li-

vous, Gênes, Marseille et vice-versa trouveraient un mouillage convenable sur notre côte orientale absolument dépourvue de ports abordables ; tandis que sur les ordinairement par les gros vents de Nord, d'Est et Sud-Est qui se lèvent tout à coup dans ces parages, sont forcés d'affronter les périls d'une mer orageuse et forte qui les pousse avec furie contre nos rivages, et où bien souvent ils finissent par échouer. Mais je me bornerai à vous entretenir de deux grandes usines métallurgiques que l'on vient d'établir sur ce même littoral oriental, à Solenzara et à Toga. Cette dernière, aux portes même de Bastia, est déjà en pleine activité, et pourrait sans interruption à elle seule au trafic d'une trentaine de navires.

Voilà les observations respectueuses que dans l'intérêt de mon pays, Monsieur le Ministre, je suis obligé de vous adresser. L'arbitrement sans un agrandissement convenable du port actuel serait, je le répète, une chose désastreuse à cause de l'interdit dont notre marine serait frappée dans son avenir, d'un avantage médiocre pour la ville et presque en pure perte pour le trésor de l'Etat ; cependant, ces travaux nécessiteraient une dépense plus grande que celle qui serait faite à St-Nicolas et qui pourrait concilier toutes les exigences, sans pourtant dépasser le chiffre de quatre millions fixé par vous.

J'espère, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien intervenir auprès des membres de votre commission pour les engager à changer d'avis. La ville de Bastia ne demande pas qu'on établisse le port dans tel endroit plutôt que dans tel autre, mais devant faire elle-même des sacrifices énormes relativement à sa position financière, elle doit combattre des tendances funestes.

Vos sentiments me sont connus, Monsieur le Ministre, le gouvernement paternel du Roi ne pouvait pas avoir un plus digne interprète ; aussi je ne doute pas qu'avant de prendre une décision de laquelle dépendra l'avenir de notre pays, vous ne recouriez à tous les moyens propres à éclairer votre religion.

J'ai l'honneur d'être avec une très respectueuse considération.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Le Maire de la Ville de Bastia,

délégué de la Chambre de Commerce,

A. S. LAZAROTTI.

Paris le 18 avril 1844.

Voici la deuxième lettre, adressée à M. Legrand, sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics :

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat,

En ce moment où la commission d'inspecteurs va se réunir pour se prononcer définitivement sur la question du port de Bastia, je crois de mon devoir de vous soumettre quelques considérations motivées par un intérêt général.

Depuis longtemps la nécessité de doter la ville que je représente d'un port vaste et sûr, a été sentie par le gouvernement. Deux projets ont été élaborés par ses employés ; l'un consistant à abriter et à agrandir le port actuel ; l'autre à en établir un nouveau dans l'anse St-Nicolas.

Lors de la première enquête à laquelle furent

meurtre avec préméditation sur la personne d'un des officiers du 3^e léger, ont été exécutés le 7 avril, en face du marché qui se tient sur le Chêlif, à une lieue du camp.

Nous lisons dans une correspondance datée de Papeiti, 1^{er} décembre.

M. le contre-amiral Dupetit-Thouars est parti avec la frégate la *Reine-Blanche* le 11 novembre ; il se rend aux îles Sandwich. La corvette la *Boussole*, arrivée ici le 18 novembre, a reçu ordre de rallier l'amiral.

La *Boussole* est partie aujourd'hui même.

Le départ de la frégate la *Danaé* pour la France ne laisse plus en rade de Papeiti que deux navires de guerre français : l'*Uranie* et l'*Embuscade*.

Dimanche dernier, 26 du mois de novembre, un violent incendie a dévoré, en peu d'heures, les magasins de quatre négociants français ; quatre maisons et trois cases d'indigènes ont été entièrement consumées par les flammes. On ignore si le sinistre doit être attribué à la malveillance ou à l'incurie.

Voici les noms des négociants français qui n'ont pu rien conserver, et dont la perte collective s'élève à 150,000 francs : MM. Rouffio, Lerouge, Michel et Lalanne.

La population de la petite ville de Papeiti est de 3,500 indigènes, de 800 résidents européens, avec la garnison, et de 2,000 individus formant la population flottante du port. Total, 5,300 individus.

La civilisation y est assez avancée ; tous les Tahitiens sont vêtus, et les cinq huitièmes d'entre eux savent lire et écrire.

Des arrêtés de M. le gouverneur-général de l'Algérie prescrivent la création d'un village de 120 familles au lieu dit El-Arrouch, et d'un village de 50 familles au lieu dit Mahelma.

On assurait aujourd'hui que des ordres venaient d'être donnés pour convertir en succursale de la Légion-d'Honneur, comme sous l'empire, le magnifique château d'Eouven, construit par Ducrocq, au 10^e siècle pour le célèbre Anne de Montmorency, comte de France. Une partie des jeunes pensionnaires de la maison de Saint-Denis irait s'installer dans cette belle résidence, encore pleine des souvenirs de l'empereur et de M^{me} Campan.

D'après une lettre de Rive-de-Gier, arrivée à Lyon, les ouvriers mineurs ont dû reprendre leurs travaux lundi.

Le 9^e collège électoral de Paris, vient de nommer député M. Loquet, maire de l'arrondissement et candidat ministériel. Sur 581 votants, M. Loquet a obtenu 303 suffrages, M. de Sivy 233 et M. Considérant 34.

On lit dans la *Gazette de Cologne*, du 11 avril.

Les négociations concernant le mariage de Mgr le duc de Bordeaux avec la princesse Marie-Caroline des deux Siciles sont tellement avancées que cette union est désormais hors de doute. La maladie du duc d'Angoulême qui donne toujours des inquiétudes, pourrait seule retarder le mariage.

On lit dans la *Démocratie Pacifique* :

Quénisset, banni de la France par suite d'un attentat sur la personne du duc d'Angoulême, s'est rendu coupable, le 29 février, à la Nouvelle-Orléans, d'une tentative d'assassinat sur un citoyen du nom de F. Copping.

Un ecclésiastique du diocèse d'Avignon, M. Moutonnet, vient d'être renvoyé, par la chambre des mises en accusation, devant la Cour d'Assises de Carpentras à cause de la publication d'une brochure contenant des attaques contre l'université et contre une classe de citoyens. L'affaire sera probablement jugée vers le milieu du mois de mai ; la défense sera présentée par M^r de Laboulle du barreau de notre ville.

Dans le rapport de l'administration des tabacs pour 1844, qui comprend le compte-rendu de l'année 1843, M. le vicomte Simon annonce que des essais viennent d'être tentés en Corse et en Algérie pour la culture des tabacs, et tout fait présager qu'ils réussiraient. En ce moment, à Toulouse, comme dans la plupart des manufactures, on n'emploie que des feuilles de Hongrie, des États-Unis, et de nos départements producteurs. Ces feuilles sont émondées, mouillées, séchées, coupées avec les plus grandes précautions ; néanmoins, on conçoit quelle amélioration devra apporter l'introduction des tabacs de Grèce, de Macédoine, chose dont on s'occupe depuis une année, et surtout les cultures de Corse et d'Algérie, qui fourniraient un tabac d'une qualité légère, aromatique, recueilli par les agents même de l'administration, et qui pourrait être livré à bas prix.

Il existe dans un petit village du département de l'Isère, près de Grenoble, un vieillard âgé de 149 ans ; il jouit de toutes ses facultés intellectuelles, il vaque chaque jour à ses affaires. Dans un repas qu'il a l'habitude de donner, chaque année, à ses petits enfants, il leur a annoncé qu'il avait l'intention d'épouser, en sixième noces, une demoiselle d'un village voisin âgée de 98 ans.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

NOUVEAU FORMULAIRE DU NOTARIAT

Par les Notaires et Jurisconsultes rédacteurs du Journal des Notaires et des Avocats.
1 Volume in-8° relié 10 fr.

NOUVEAU FORMULAIRE DES ACTES DES NOTAIRES

Par les Rédacteurs du nouveau Dictionnaire des Notaires et des conservateurs des hypothèques.
1 Volume in-8° relié 10 fr.

DICTIONNAIRE DES FORMULES

Rédigé par PAUL DUPONT, 8^e édition.

2 Vol. in-8° relié 18 fr.

AVIS.

Les actionnaires de la Compagnie Corse, dont le siège social était autrefois à Paris et est aujourd'hui à Bastia, sont prévenus que l'assemblée générale annuelle aura lieu à Bastia, dans les bureaux de la Compagnie, le 29 du mois d'avril courant, à midi.

Le Directeur et Administrateur général de la Compagnie Corse,
BERTODANO PARSANT ET Comp^r.



Le Bateau à vapeur le *GOLO*, dont la réputation est connue en Corse, partira de Bastia pour Gênes, relâchant à Livourne, le 29 avril courant à 7 heures du soir et il repartira de Gênes directement.

pour Bastia, le 5 mai suivant au soir. S'adresser pour fret et passage, à l'agence Benigni frères, à Bastia.

MEDAILLES D'OR D'ARGENT CHOCOLAT-MENIER

de Santé surfine par excellence. — Vanille fine, surfine par excellence. — Au Salep, au lichen, au lait d'amandes. — Au Café, — Ferrugineux. Chez M. GIRALT, pharmacien rue des Jésumites à Bastia.



SIROP ANTI-NERVEUX.

L'expérience a prouvé qu'il est employé avec succès dans les affections nerveuses de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastrites, gastralgies, détruit la constipation. S'adresse dans les bonnes pharmacies et directement chez *Larose* ph. rue Neuve des petits champs, N° 26 à Paris. (683a)

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 18 au 24 avril 1844.

ARRIVÉES.

St-Pelegrino. bateau. J^e Cléante. c. Sanguinetti. planches.
Pronete. tartane. Espoir en Dieu. c. Cecconi. charbon.
Pronete. bomb. J^e Octavie. c. Bocognano. charb.
Livourne. mistick. Pipi. c. Cuiatella. blé.
Livourne. mistick. Assomption. c. Thiers. blé.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani. c. Valzi.
Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota.
Livourne. b. à v. Pozzodiborgo. c. Sisco.
Livourne. b. goél. la Corse. c. Sisco. blé.
Livourne. mistick. Conception. c. Bonelli. blé.
Marseille. b. goél. Solenzara. c. Moniglia. div.
Marseille. paquebot. c. Santi lieutenant de vaisseau. dépêches.

Favona. bœuf. Assomption. c. Petit. planches.

DÉPARTS.

Gênes. bœuf. Jesus-Marie. c. Figallo. bois.
Marseille. paquebot. Ajaccio. c. Prudent. lieutenant de vaisseau. dépêches.
à la Plage. mistick. St-V^e Ferreri. c. Battistini. l. idem. gondole. Conception. c. Gabrielli. lest idem. mistick. Misericorde. c. Bonelli. lest.
Livourne. b. à v. Pozzodiborgo. c. Sisco. pass.
Livourne. b. à vap. le Golo. c. Bugliani.
Livourne. brick. Général Sebastiani. c. Valzi. l.
Marseille. bombarde. Grâce de Dieu. c. Agostini. fonte.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi. passag.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

SIROP DE NAFE D'ARABIE

PUISSANT PECTORAL et ANTI-PHLOGISTIQUE,

seul APPROUVÉ par les Médecins des HOPITAUX de Paris.

DÉPOT chez M. Giralt ph. à Bastia, où se vend la PATE de NAFÉ (6857.)

seulement les projets concernant ces deux localités, la partie intelligente de la population et l'unanimité des capitaines-maires de la ville se prononçant pour ce dernier projet. Les personnes intéressées seules, dans la crainte de voir diminuer la valeur de leurs propriétés, soutinrent qu'il aurait été plus utile de s'en tenir au port actuel.

Le gouvernement ne jugea pas à propos de s'arrêter à aucune de ces opinions. Il voulut faire étudier de rechef le projet d'agrandissement et savoir au juste ce qu'aurait pu coûter une nouvelle jetée au-devant du port actuel.

Une dernière enquête a été ouverte à cette occasion, et, soit les habitants, soit les diverses commissions instituées par la loi ont été appelées à émettre leurs avis. Tous d'unanime accord ont adhéré à ce nouveau projet, parce qu'ils ont craint que si un dissentiment d'opinions sur le choix de la localité s'élevait entre eux, il aurait pu entraîner la décision du gouvernement et compromettre même l'exécution des travaux qui sont impérieusement réclamés par les besoins de notre commerce.

Cependant, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, par cela seul qu'aucune voix ne s'est élevée contre ce dernier projet, il ne faut pas croire que la ville de Bastia soit indifférente à l'établissement d'un port à St-Nicolas. Si l'on devait, au contraire, interroger mes administrés sur les avantages que la ville et le gouvernement lui-même en pourraient retirer, nul doute qu'abstraction faite de toute considération étrangère, la presque unanimité des vœux se prononceraient pour cette localité. En effet, et sans que je reproduise ici les motifs politiques contenus dans ma lettre à M. le Ministre des travaux publics sous la date du 18 du courant, je ferai remarquer que tout concourt à rendre ce dernier choix plus intelligent pour la ville qui ne peut s'étendre et se développer que de ce côté-là, et où l'on pourrait construire de vastes et commodités chantiers. C'est aussi à St-Nicolas que le fond des eaux est plus uniforme, l'étendue plus vaste et la situation mieux abritée. Et si lors de la dernière enquête on ne s'est pas prévalu de tous ces avantages énoncés déjà dans la première, c'est que l'on a cru devoir se renfermer strictement dans le programme établi et proposé par l'administration des ponts-et-chaussées. Mais toutes les pièces relatives à cette question importante doivent se trouver dans vos bureaux, et maintenant qu'un conseil supérieur doit arrêter le choix du gouvernement, il serait très utile de les lui soumettre, afin qu'il pût prononcer, en connaissance de cause, sur une matière qui intéresse au plus haut degré le présent et l'avenir de tout un département.

Aussi, je vous supplie, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, de vouloir bien accéder à mes vœux et de saisir la commission d'inspecteurs de la question du port, à établir à St-Nicolas, afin qu'elle puisse émettre son avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, les sentiments de la plus haute considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

A. S. LAZAROTTI.

Paris, ce 23 avril 1854.

La commission de surveillance, établie près du collège royal de Bastia, s'est réunie extraordinairement la semaine dernière, sur la proposition d'un de ses membres, pour examiner une question qui n'est pas sans importance pour l'avenir et la prospérité de notre collège. C'est en même temps pour lui une question de convenance et de dignité. Il s'agissait de présenter des observations à M. le ministre de l'instruction publique

pour appeler son attention sur l'opportunité d'établir à Bastia la commission d'examen pour le baccalauréat-ès-lettres. Rien de plus conforme aux règlements et aux usages universitaires que cette réclamation et nous aimons à croire que M. le ministre se rendra aux observations fondées qui lui seront transmises à cet égard.

Dans toutes les Académies, cette commission est toujours fixée là où se trouve l'établissement supérieur de l'Académie. Là où il existe une faculté de lettres, c'est cette dernière qui est investie du droit d'examen; là où il n'en existe pas, c'est le collège royal placé au siège de l'Académie qui remplit ces fonctions, et comme toutes les Académies ont un collège royal dans la ville même où elle est établie, il en résulte, par la force des choses, que cette commission est partout en France composée soit des professeurs des facultés, soit des professeurs des collèges royaux. Il n'est pas un exemple en France d'un cas contraire et dans lequel les régents d'un collège communal soient chargés de l'examen des élèves sortant d'un collège royal. Ainsi est respectée, par une raison toute logique, la hiérarchie des établissements universitaires. Maintenir pour la Corse une disposition contraire, exceptionnelle, ce serait donc se mettre en contradiction directe avec les usages reçus et aussi avec les principes. Ce serait à peu près comme si une école secondaire de médecine était appelée à faire les examens, à conférer les grades pour les élèves qui ont suivi leurs cours dans une faculté de médecine. La contradiction serait ici choquante. Dans le cas, qui nous occupe, elle ne le serait pas moins.

En même temps que le gouvernement a donné à Bastia, à la Corse, devons nous dire, un collège royal, il n'a pu entrer dans sa pensée de le placer en quelque sorte sous une espèce d'interdit ou de défaveur auprès des familles, puisqu'on le privait exceptionnellement, et sans aucune raison acceptable, d'un droit que possèdent tous les autres collèges royaux, qui voient tous leurs élèves subir l'épreuve importante et décisive du baccalauréat, puisqu'il ouvre, aujourd'hui, les portes de toutes les carrières savantes ou administratives, sous les yeux de leurs pairs. Ne serait-ce pas frapper d'un sceau de discrédit l'enseignement qui se donne dans cet établissement, que de maintenir le collège royal, par rapport au baccalauréat, sur le même pied que le collège communal et ne serait-ce pas déclarer qu'il n'y a rien en de changé, si ce n'est un titre qui deviendrait insignifiant du moment où on l'affaiblirait en maintenant une disposition qui, dès ce moment, ne saurait subsister sans danger pour l'établissement que le gouvernement et la ville de Bastia, aidée du département, a fondé et entretient à si grands frais. Poser la question dans ces termes, c'est la résoudre et nous ne pensons pas que cette solution puisse soulever contre elle la moindre objection de principe.

Nous savons bien qu'on pourra dire qu'il importe peu de modifier l'état de choses qui existe aujourd'hui en Corse, au moment où il est probable que les différentes commissions pour l'examen du baccalauréat établies près des collèges royaux sont attaquées elles-mêmes et sur le point d'être supprimées, leurs attributions devant être probablement conférées exclusivement aux facultés des lettres, ainsi que l'a proposé la commission chargée à la chambre des pairs du rapport du projet de loi sur l'instruction secondaire: quant à cette petite révolution, qui peut ou ne peut pas s'accomplir et contre laquelle nous n'avons point la moindre objection à faire — car le jury nouveau, qu'on propose de généraliser offrant de plus grandes garanties d'indépendance et allant ainsi au-devant de toutes les réclamations et de toutes les craintes même les plus partiales-

ment exagérées, nous ne pourrions qu'applaudir à son extension — quant à cette petite révolution, elle ne changerait rien, pour le moment à la position d'infériorité légale ou réglementaire où l'on maintiendrait le collège royal de Bastia et c'est surtout au début d'un établissement qu'il importe de lui accorder, nous ne dirons pas des faveurs, car les faveurs n'ont pour résultat que d'affaiblir et d'amoindrir, mais ce que nous pouvons appeler un droit strict et rigoureux. Il faut que le niveau des études, dans une Académie, soit donné par l'établissement principal, c'est de lui que doit partir l'exemple et la règle, et comment voudrait-on qu'il se fût ainsi si cet établissement, par suite d'une mesure qu'il nous serait impossible non seulement de justifier, mais même d'expliquer, se trouvait placé, par des circonstances indépendantes de lui-même, dans des conditions tellement défavorables, qu'il ne pût remplir la mission qu'il doit accomplir? Sans doute tout ne dépend pas d'une commission de plus ou de moins; sans doute la force des études, les progrès à accomplir ne sont pas attachés à l'existence ou à la non-existence de cette commission; mais sans lui attribuer une importance qu'elle n'a pas, il convient de lui assigner son vrai caractère et sa réelle influence. Les corps publics ont besoin de considération, et nous le répétons, maintenant pour le collège royal de Bastia l'exception contre laquelle a réclamé avec raison la commission administrative, c'est enlever à celui-là cette considération morale qui lui est nécessaire. Si l'on veut que la confiance des parents vienne à un établissement, qu'il le mérite et qui la méritera de plus en plus, nous en sommes convaincus, il faut que le ministre de l'instruction publique ne lui retire pas la sienne, ou plutôt la lui accorde entière et ne fasse disparaître une anomalie qui finirait par avoir des résultats fâcheux.

Peut-être serait-ce ici le cas d'examiner si, à supposer que l'examen du baccalauréat soit confié à l'avenir aux facultés des lettres, il ne viendrait pas d'établir pour la Corse une commission spéciale, composée de tels éléments que les établissements publics et privés, si l'on veut fonder de ces derniers en Corse, y trouvaient toutes les garanties désirables. Sur le continent les voyages des enfants d'une Académie à l'autre sont faciles, peu dispendieux. Les rapports sont si multipliés sur le continent qu'il existe peu de villes, dans un rayon assez étendu, où les pères du jeune homme n'aient pas des amis ou des parents qui accueillent le jeune candidat et offrent ainsi aux familles toute la sécurité possible pour leurs enfants pendant la durée de leur séjour. La Corse, par son éloignement du continent, par son isolement, n'est pas dans une position aussi favorable. Les fortunes sont peu considérables et il ne faudrait pas que l'épreuve du baccalauréat devint ainsi, par les dépenses considérables à faire, à cause d'un long et coûteux déplacement, en quelque sorte le privilège de la fortune. Une difficulté semblable a été appréciée par la commission de la chambre des pairs, qui, en proposant d'investir les facultés du droit exclusif d'examen du baccalauréat, a proposé aussi de multiplier ces facultés afin de rendre les déplacements moins onéreux aux familles. Notre réclamation pour la Corse serait donc ainsi parfaitement fondée et justifiée par l'opinion même de la commission de la chambre des pairs et nous espérons que, dans tous les cas, il en sera tenu note, le cas échéant. Mais alors Bastia serait encore la ville de la Corse qui présenterait le plus grand nombre d'éléments pour la formation de cette commission spéciale et le transfert de la commission d'examen du baccalauréat au collège royal de Bastia, outre qu'il répondrait pour le moment à une exigence et à une nécessité des plus

raisonnables, préparerait pour l'avenir la solution de la difficulté, dont nous venons de parler et dont on ne pourra s'empêcher de tenir compte, si on adopte l'attentement proposé par la commission de la chambre des pairs.

Le *Progressif*, pour faire la guerre à l'*Insulaire*, reproduit un article du *National* qui raconte, de la manière la plus fautive, un débat qui s'est élevé entre deux journaux du Mans. On ne comprend guère ce que la Sarthe peut avoir de commun avec la Corse; mais l'imagination du *Progressif* ne s'embarrasse pas de si peu et elle veut établir, à l'aide d'un nouveau rapprochement, que la presse de l'opposition, qui partout est si calme, si respectueuse, si modérée, comme on peut en juger d'après le *Progressif*, est en butte aux attaques les plus inconvenantes de la presse conservatrice. Le *Progressif* a la manomanie du martyre et c'est l'*Insulaire* qu'il dénonce chaque jour comme l'auteur et l'instigateur d'une gloire dont le journal multicolore de Bastia devrait être fier. Il est vrai qu'il se lamente de ce qu'il appelle les injures, les violences et les calomnies de l'*Insulaire*, ayant le mauvais goût de pousser jusqu'au bon; une mauvaise plaisanterie et des récriminations bouffonnes qui le rendent la risée de tous, et de nous attribuer des habitudes qu'il nous répugne si fort de suivre, que nous n'avons d'autre polémique avec le *Progressif* si modéré que de combattre, avec persévérance, le déplorable système de violence qu'il a adopté, si malheureusement pour lui, ce qui nous importe peu, et pour le pays, ce qui nous inquiète un peu plus.

Quoiqu'il en soit, puisque le *Progressif* a jugé à propos de reproduire l'article aussi erroné que ridicule du *National* et puisqu'il a mis l'*Union* du Mans en cause, il ne trouvera pas mauvais que nous reproduisions la réponse de ce dernier journal. Elle servira au moins à indiquer le degré de croyance qu'il convient d'avoir pour les assertions des journaux de l'opposition, voire même du *National* et du *Progressif*. Voici ce que répond l'*Union* à un article d'un journal de département de tout point semblable à celui du *National*.

Nous nous bornerons à constater d'une manière générale l'inexactitude des faits rapportés, l'inconscience des commentaires dont on les accompagne, les lourdes flatteries que l'on y décerne, et l'étrange résultat que l'on donne à notre discussion avec le *Courrier*, en laissant au bon sens de nos lecteurs à en faire justice.

Nous ajouterons, cependant, que le *Journal* rédacteur de l'*Union*, retenu à Paris par les nécessités du procès St-Albin, n'a pu personnellement attaquer, ne tardera pas, sans doute, à faire un *Précis* d'une réponse personnelle dont il saura bien exploiter l'insertion, et en attendant, nous dirons :

Que l'émotion répandue dans la ville de Mans et l'agitation de ses habitants, comparées avec une emphase ridicule aux premières années de la révolution de 1830, sont de pure invention.

Que les causes attribuées à l'absence du rédacteur de l'*Union*, sont fausses et complètement fausses, les véritables motifs de cette absence ayant été donnés au n° 43 de l'*Union*.

Que les faits contenus dans la lettre de MM. Cluchamp et Louchet, rectifiés du consentement de ces messieurs par une lettre de Monsieur Grégoire-Dubois, insérée au n° précité de l'*Union*, ne permettent pas au *Précis* de maintenir à ses faits la valeur qu'on leur avait attribuée par une erreur journalière reconnue.

Que peu de mots suffiront pour faire juger le degré de candeur qui mérite un journal se respectant assez pour insérer un pareil article.

Quant aux commentaires assez ridicules dont le *Progressif* fait suivre l'article du *National*, nous aurions pour le moins autant de démentis à leur donner que l'*Union* en donne au *National*; mais ces démentis nous les avons donnés si souvent et le *Progressif* s'est si bien gardé d'y répondre, tout en reproduisant toujours les mêmes assertions qu'il doit savoir inexactes et fausses, et il se plait si bien dans les attaques personnelles qu'il voudrait rendre provocatrices et injurieuses, que nous nous abstenons de reproduire ces démentis.

Quant au but secret que poursuit le *Progressif* en mêlant, nous ne dirons pas à sa discussion, mais à ses attaques haineuses et passionnées, un nom qui n'a rien à faire dans les débats de journal à journal, car entre eux il ne doit s'agir que de discussions de principe ou de faits particuliers, nous dirons que ces attaques ne font honneur ni à la loyauté, ni au courage, ni à la perspicacité du *Progressif*, qui voudrait par des coups d'épingle ou par les chances d'une dénonciation détournée, se débarrasser d'une contradiction qui le blesse et l'irrite d'autant plus qu'elle se montre calme et bienveillante en présence du dévergondage le plus emporté d'expressions et d'idées qu'elle a à combattre et qui même pourrait excuser quelques écarts, si elle s'y laissait aller. Quant à la discussion personnelle que provoque ce journal, l'*Insulaire* ne la redouterait pas, si elle pouvait être utile et nous ne croyons pas qu'il aurait rien à envier au *Progressif* sous ce rapport. Cette discussion présenterait au moins ce singulier contraste, que cet homme, qu'il s'efforce depuis six mois de compromettre par ses attaques, a défendu depuis quatre ans les intérêts de la Corse, qu'il avait appris à aimer précisément à cause des calomnies et des injustices dont elle a été si longtemps victime; qu'en défendant ainsi la Corse, par la presse, il a pu obtenir des sympathies qui ont tenu compte d'un dévouement assez rare pour des intérêts qui, au fond, lui étaient étrangers, sympathies qui l'encouragent à continuer ses faibles efforts et qui le consoleraient, si elles pouvaient l'affecter, des injures qu'on lui prodigue, ne pouvant lui répondre; cette discussion, disons nous, présenterait ce singulier contraste que celui qui attaque le *Progressif* de sa colère impuissante, s'est trouvé dans la triste nécessité, après avoir plaidé la cause de la Corse contre des étrangers qui la calomniaient, faute de la connaître, de la défendre contre quelques uns de ses propres enfants qui, pour justifier un système d'attaques violentes et emportées, n'ont pas craint de resusciter contre leur propre pays les accusations les plus outrées, les assertions les plus inexactes, les reproches les plus déshonorants, qu'on devait croire être tombés ou oubliés même chez les adversaires les plus acharnés et les plus étroits que la Corse peut avoir encore sur le continent. Voilà quel serait le contraste qu'offrirait une discussion que provoque le *Progressif* et que l'*Insulaire* n'abordera pas, car elle ne ferait pas faire un pas à la question. Nous sommes nous de l'avis du *Progressif* qui affirme, qu'il n'en pas tenir compte, qu'un journal ne doit jamais aborder que des questions de principes. Nous en resterons donc là pour être conséquents avec nous mêmes.

Jusqu'ici les décisions de la justice en Corse avaient été à peu près respectées par le *Progressif* qui, dans son ardeur de combat et sa violence d'attaques personnelles, avait au moins incliné la tête, quelquefois il est vrai d'une façon un peu cavalière, devant les arrêts des tribunaux; aujourd'hui les tribunaux eux-mêmes vont recevoir leur part d'attaques et le *Progressif* en fait pressentir de très vives contre la Chambre du Conseil d'Ajaccio qui n'a pas voulu juger comme le *Progressif* l'aurait voulu. Cette ordonnance de non-lieu est pour ce journal une œuvre inqualifiable. Nous n'avons point de réflexions à faire au sujet d'une semblable polémique vis-à-vis d'un tribunal. C'est au public à apprécier.

M. de Gasparin, député de la Corse, a pris la parole dans une des dernières séances de la chambre des députés. Il s'agissait de plusieurs pétitions de protestants réclamant la liberté illimitée de pratiquer l'une des mille modifications que prend la

réforme. M. de Gasparin était donc sur son terrain favori; aussi a-t-il parlé long-temps, et bien que les intérêts protestants eussent été très bien défendus par plusieurs orateurs, M. de Gasparin ne pouvait laisser échapper une aussi belle occasion de faire acte de prosélytisme religieux et il a porté, dans cette discussion, cette ardeur, cette vivacité et cet emportement qui le caractérisent. D'après le *Journal des Débats*, M. de Gasparin a brisé plutôt que discuté les objections présentées contre la liberté illimitée qu'on réclamait. Défendre la liberté illimitée, et sans garanties, pour tous les cultes qui peuvent s'improviser, c'est là une tâche beaucoup plus utile et beaucoup plus selon le cœur de M. Agénor de Gasparin, que de s'occuper des intérêts du pays qui l'a nommé son représentant. Il est fâcheux pour celui-ci, qui l'a honoré de son mandat, que M. Agénor soit defeu à la tribune, du moment qu'il s'agit de méthodisme et qu'il soit si froid quand il s'agit des questions qui intéressent à un si haut titre la Corse. C'est encore là une nouvelle preuve qui doit convaincre, même ses anciens amis, que M. de Gasparin ne peut et ne veut plaider énergiquement qu'une cause qui n'est point celle de notre île. Ce contraste si frappant n'échappe à personne. Au reste, nous devons ajouter que la chambre est associée à M. de Gasparin sinon pour le fond de ses réclamations, au moins aux pétitionnaires, en renvoyant M. le Garde des Sceaux leurs pétitions. Ils doivent en avoir de la reconnaissance à M. de Gasparin. Mais pour la Corse, il ne saurait en être de même et nous croyons qu'après tout, le pays entier ne saurait montrer beaucoup de sympathies pour des doctrines aussi absolues, aussi tranchantes que celles professées à la tribune par M. Agénor de Gasparin. Avec ces principes tel qu'il les comprend, nous ne savons en vérité où nous irions. La liberté de conscience ne court aucun danger aujourd'hui. Le gouvernement de Juillet se montre très bienveillant pour le culte protestant; il s'empresse de satisfaire tous ses besoins : ses défenseurs, au besoin, ne lui manqueront pas à la chambre et M. de Gasparin ferait sagement de s'abstenir d'aborder si souvent et presque exclusivement des débats de cette nature et de réserver quelque peu de sa spontanéité et de son entraînement pour les intérêts de la Corse qui, s'ils n'avaient que lui pour défenseur, seraient très probablement méconnus ou mal servis. Heureusement que d'autres comprennent mieux leurs devoirs; et cela s'explique, ils tiennent au pays par d'ardentes et intelligentes sympathies. M. de Gasparin ne s'occupe pas assez de la Corse pour s'intéresser à elle et s'il est vrai que la bouche parle de l'abondance du cœur, nous ne sommes pas surpris de voir M. de Gasparin si ardent pour le protestantisme et si froid pour la Corse.

Voici la pétition que les habitants de Bastia ont adressée à M. le Ministre des travaux publics, pétition qui, en peu d'heures, a été couverte de plus de mille signatures.

A M. le Ministre, Secrétaire d'Etat au département des travaux publics.

Monsieur le Ministre,

La population de la ville de Bastia tout entière s'est émue, en apprenant que la commission chargée de présenter au gouvernement le projet définitif du port, proposerait une jetée, qui, en partant du rocher le plus rapproché du dragon, viendrait doubler le môle des Géniois, jusqu'à la Madonne, ne laissant, entre les deux jetées, qu'une passe de 50 à 60 mètres.

Vous ne l'ignorez point, Monsieur le ministre, notre marine et notre commerce étouffent dans



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Contant 20 fr.
Pour l'Etranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

Vendredi dernier le paquebot poste la Bastia a été obligé de sortir du port deux heures avant le moment fixé, afin de faire de la place à trois navires qui arrivaient. Si ces bateaux fussent venus la veille, ils n'auraient pu que se halier difficilement dans le port et en s'exposant à faire ou à subir des avaries. Supposons que la mer eût été mauvaise et ces trois navires auraient été obligés d'aller chercher ailleurs, nous ne savons où, un asyle, que les côtes sans ports de la Corse, sur la partie orientale, n'auraient pu leur offrir. Et notons encore que tous les navires appartenant au port de Bastia étaient loin de s'y trouver. Plus de la moitié est en ce moment absente. Voilà où nous en sommes réduits tous les jours quant à l'étendue du port.

Maintenant pour la sécurité, voici un autre fait. Le brick de transport de l'Etat la *Managère* de 262 tonneaux est entré imprudemment dans le port de Bastia le 30 avril dernier. Ce navire, qui avait un chargement de cinquante milliers de poudre de guerre, est venu ici pour en recevoir quarante-quatre nouveaux milliers, et au lieu d'aller prendre son mouillage à Portovecchio, mouillage qui lui avait été prescrit par M. le chef du service de la marine en Corse, il est venu dans le port où il a été sur le point d'échouer.

Eu effet le 4 mai vers les 2 heures du soir le vent soufflant de la partie E. S. E., joli petit frais et la mer commençant à devenir houleuse, ce bâtiment, qui tire 4 mètres et que l'on avait été obligé de faire mouiller sur un fond de 4 m. 65 c. pour le tenir, à cause de son chargement, éloigné des autres navires, a talonné. Ce n'est pas sans difficulté et après avoir fait déplacer le stationnaire l'*Etoile*, qu'on est parvenu à le halier en avant du poste qu'il occupait et à le faire placer en tête du môle; mais en pourvoyant à sa sûreté, celle du port et de la ville se trouvaient compromises, car on a dû le placer presque bord à bord avec les autres bâtiments, puisqu'on ne pouvait, pour l'en tenir éloigné, le laisser à l'entrée du port qu'il aurait tout à fait barré; ce qui aurait exposé les navires qui y seraient entrés à des abordages inévitables et aux suites les plus déplorables, pour peu que la mer fût devenue plus grosse.

Que conclure de ces deux faits, qui, d'un jour à l'autre peuvent se renouveler, qui se renouvellent souvent en partie, sinon que le port actuel est trop étroit. Nous n'avons rien à ajouter à ceci. L'expérience parle assez haut pour qu'il soit inutile d'insister plus long-temps.

M. Lazarotti, maire de la ville de Bastia, est arrivé hier par le bateau de la correspondance. Il a apporté de bonnes nouvelles relativement à la question du port. Elle est aujourd'hui parfaitement examinée et touche de près à une solution définitive.

me ces nouvelles lignes s'ouvrent avec rapidité, et leur exécution égale généralement celle des routes départementales. Le voudrais pouvoir donner sans restriction le même éloge aux chemins vicinaux de petite communication. Malheureusement les causes qui en 1840 s'élevaient opposées à ce que ce service rende le développement qu'il comporte ont continué à subsister en partie en 1844. Ces causes sont, comme j'ai eu l'honneur de le faire observer à votre majesté, le défaut d'un personnel assez largement constitué à l'insuffisance des ressources en égard à la vaste étendue des chemins vicinaux de petite communication qui approche 600,000 kilomètres. Cependant, ce service n'a pas cessé d'être l'objet constant des soins de l'administration, et, bien qu'il ne soit pas encore partout à la hauteur de celui de la grande vicinalité, il n'en a pas moins suivi la voie de progrès; dans plus de la moitié des départements, les travaux de ces chemins marchent avec autant d'ensemble et de régularité que ceux des chemins vicinaux de grande communication; et je crois pouvoir dire qu'il n'est aujourd'hui que très peu de communes en France qui ne possèdent au moins un chemin en bon état de viabilité.

— Le succès vraiment populaire de la pâte pectorale balsamique de REGNAULD aisé, ayant fait connaître des contrefaçons et des imitations contre lesquelles le public ne saurait trop se prémunir, que le nom et la signature de *Regnauld Aisé*, le nom et le cachet de L. F. REGNAULD aisé et successeur de REGNAULD aisé, existent sur l'étiquette et sur la bande verte qui entoure chaque boîte : dépôt rue Caumartin 45, à Paris, et dans toutes les villes. (6853).

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 25 avril au 1^{er} mai 1844.

ARRIVÉES.

Livourne, b. à vap. le Gola, c. Bugliani.
Livourne, b. à vap. Sébastiani, c. Valzi.
Livourne, mistick, Pipi, c. Gualtella, blé.
Livourne, mistick, Assomption, c. Thiers, blé.
De la Plage, tartane, V^e des Carmes, c. Liparelli, charbon.

De la Plage, tart. Conception, c. Erso, charbon.
De la Plage, gond. Conception, c. Gabrielli char.
Propiano, bœuf, Conception, c. Bertucci, blé.
Pronete, mistick, Misericorde, c. Bonelli, char.
Pronete, gondole, Assomption, c. Sisco, charbon.
Pronete, gondole, Annunciation, c. Semidei, vin.
Ajaccio, b. gîte Deux-Amis, c. Alfonsi, tableaux et matériaux.

De la mer, brick de transport de l'Etat, c. Combal, poudres.
Marseille, paquebot, c. Santi lieutenant de vaisseau, dépêches.

DÉPARTS.

Marseille, tartane, Bonne Elise, c. Santi, fonte.
Marseille, paquebot, c. Santi lieutenant de vaisseau, dépêches.

Livourne, bat. à vap. Sébastiani, c. Valzi.
Livourne, b. à vap. Télégraphe, c. Lota.
Livourne, bat. à vap. Gola, c. Bugliani, passag.
Livourne, b. à v. Pozzodiborgo, c. Sisco.
Portovecchio, bateau, J^e Gléante, c. Sanguinetti, blé.

Pronete, mistick, Conception, c. Bonelli, blé.
Marseille, b. goél. Constance, c. Rogliano, fonte et divers.

Ajaccio, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.
Ajaccio, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FANTINI.

le port actuel; non seulement il n'est point sûr, il est encore tout insuffisant.

Cette jetée ne s'agrandira point. L'espèce d'avant port qu'elle formerait, exposé au vent du Nord, ne serait point tenable pour les navires, et il serait complètement inhabitable par les vents du large, précisément lorsqu'il devient urgent de s'y réfugier : l'honorable résultat qui nous est prédit par tous les hommes de mer, et que nous devons signaler à Votre Excellence.

Le port St-Nicolas, tel qu'il a été projeté par M. Vosgin, ingénieur de notre arrondissement, réunissant toutes les conditions désirables serait l'objet de tous nos vœux. C'est de ce côté que la ville a de l'avenir..... Mais, M. le ministre, c'est à vos lumières, et à celles de M. le directeur général que nous devons laisser la solution de cette immense question, persuadés qu'elle sera en rapport avec les besoins actuels et futurs de notre commerce, digne de la grande nation à laquelle nous appartenons, digne du monarque républicain de la Corse.

Je suis, Monsieur, avec un profond respect, etc.

(Suivent les signatures.)

Bastia le 25 avril 1844.

La distribution des prix de prééminence a eu lieu par extraordinaire au collège royal de Toulouse le 15 avril. 18 prix ont été distribués à 500 élèves environ, les élèves de la Pension dirigée par M. Valhé Angeli, notre compatriote, au nombre de 38 seulement, en ont obtenu le tiers.

Les opérations du conseil de révision pour l'appel de la classe de 1843, commenceront le 4 mai prochain. L'examen des cantons s'effectuera aux lieux et époques ci-après désignés : Piana fournissant 6 hommes de contingent, Salice 3, Evisa 4, à Vico le 4 mai. — Soccia 5, Vico 14, à Vico le 5. — Sari 6, à Calcatoggio le 6. — Sacrola 4, Ajaccio 21, à Ajaccio le 7. — Bastelica 9, Bocognano 9, à Ajaccio le 8. — Zicavo 10, Sta-Maria 11, à Grosseto-Prugna le 10. — Serra 9, Petreto 6, Olmeto 5, à Sartène le 12. — Levie 5, Sta-Lucia 5, Sartène 12, à Sartène le 13. — Bonifacio 8, Portovecchio 4, à Bonifacio le 16. — Prunelli 6, Vezzani 9, Serraggio 6, à Gatti di Vivario le 22. — Piedicorte 6, Serrano 3, Omessa 10, à Corte le 24. — Moita 6, San-Lorenzo 4, Calacencia 8, à Corte le 25. — Pietra 5, Castifao 5, Corte 9, à Corte le 26. — Valle 6, Morosaglia 10, Piedicorte 8, à Piedicorte le 28. — Pero 5, San-Nicolas 4, Cervione 3, à Cervione le 30. — Porta 9, Campile 7, Vescovato 9, à Vescovato le 1^{er} juin. — Rogliano 7, Nonza 4, Brando 9, Borgo 5, à Bastia le 4. — Luti 12, Campitello 3, San-Finorenzo 2, San-Martino 4, à Bastia le 5. — Bastia (Terranova) 12, Bastia (Ter.avecchia) 12, à Bastia le 6. — Lama 3, Oletta 6, Murato 3, Santo-Pietro 3, à St-Pietro le 8. — Olmi-Cappella 5, Belgodere 8, à Isola-Rossa le 11. — Algajola 9, Isola-Rossa 11, à Isola-Rossa le 12. — Calenzana 12, Calvi 4, à Calvi le 14.

Nouvelles Diverses.

— S. A. R. Mgr. le duc de Montpensier, attendu lundi à Marseille, est arrivé dans le port de cette ville vers les trois heures et demie du matin. Vivement éprouvé par le mal de mer, il a quitté aussitôt le bateau à vapeur et est arrivé presque incognito à l'hôtel d'Orient. Après quelques heures de repos, Mgr le duc de Montpensier a reçu les autorités, et le soir il a assisté, au théâtre, à la représentation de *Reine de Chypre*. Le lendemain, S. A. R. a visité quelques établissements

d'industrie et a parcouru le Lazaret où une partie de pèchie avait été préparée. Le soir, un feu d'artifice a été tiré à la plaine St-Michel, et les principales rues de Marseille ont été illuminées. Mercredi, un bal a été offert par la ville au jeune prince qui a été reçu à Marseille avec enthousiasme. Pendant son séjour dans cette ville, S. A. R. a visité l'hôtel-dieu où il a distribué avec une générosité vraiment princière des secours aux pauvres indigents.

Plusieurs personnes notables d'Aix étaient allées à Marseille présenter leurs hommages au jeune prince, parmi lesquelles, M. le procureur général, M. le maire d'Aix, M. le recteur, M. le doyen de la faculté de droit et M. le président du tribunal civil.

— Les trois quarts de Paris ont donné tête baissée et en plein dans la mystification inventée par les journaux venant, relativement à la captivité de M. Reine, comme cela était arrivé, il y a quelques jours, pour la mystification de la Tour de Nesle. Nous avons entendu aujourd'hui des personnes très sensées s'indigner de ce qu'au 19^e siècle, on osait mettre ainsi un officier en charte privée, c'est l'expression consacrée. Et quand nous avons dit à ces personnes que M. Reine loge dans un hôtel garni de la rue Neuve-des-Petits-Champs, numéro 78, où il est descendu, et où le voit qui désire le voir, que, hors deux ou trois heures, consacrées par lui à des audiences ministérielles, depuis huit jours, il a passé son temps avec ses amis et ses connaissances; que, ce matin, il se plaignait, devant nous, de la fatigue extrême qu'il avait perdue l'habitude, ces personnes, d'une entière bonne foi, ne comprenaient plus rien à cette incroyable bouffonnerie des journaux de l'opposition, qui s'amusent à mystifier aussi grossièrement les personnes dont ils ont la confiance. (Globe.)

— On assure que M. Lesseps, ancien consul de France à Barcelonne, est nommé consul général de France en Egypte, en remplacement de M. de Lavalette, qui passe à une autre destination.

— A l'occasion de l'avènement au trône de Suède, du prince Oscar, le prince de Wasa a écrit de Darmstadt à toutes les puissances que dans les circonstances actuelles, il s'abstiendrait à la vérité de toute démonstration, mais qu'il n'entendait pas pour cela renoncer pour lui et sa famille au trône de Suède.

— Le *Moniteur* contient un rapport au roi sur l'exécution pendant l'année 1844 de la loi du 21 mai 1836 relative aux chemins vicinaux. Ce document ne contient pas moins de 21 colonnes de texte officiel.

Depuis cinq années, dit le ministre des travaux publics, l'administration a pu affecter à l'amélioration des communications vicinales une somme de plus de 243 millions composée uniquement des ressources communales et des subventions votées par les conseils généraux des départements. Il reste encore beaucoup à faire sans doute; mais ce résultat favorable est un stimulant pour l'administration et les communes, et permet de bien augurer de l'avenir de la loi du 21 mai 1836. Quelques années encore, Sire, et les chemins vicinaux annexés à l'état d'entretien viendront compléter avec les routes royales et départementales et les chemins de fer actuellement en construction, le vaste réseau de voies de communication qui doit contribuer si puissamment à la prospérité de la France.

Chaque année, Sire, l'œuvre entreprise par la loi du 21 mai 1836 s'étend et se consolide. De nouveaux progrès ont été faits en 1844. Les travaux des chemins vicinaux, de grande communication principalement, ont continué à recevoir une vive impulsion. Sur tous les points du royaume

L'appui plein d'empressement et d'ardeur que M. le maréchal Sébastiani a donné à notre cause en garantissant désormais le succès : jamais bienfait plus grand n'aura été accordé au commerce et à la marine de la Corse que celui d'un port vaste et sûr à la ville de Bastia.

Le gouvernement de Juillet, dont la bienveillance ne s'est jamais démentie pour nous, achèvera ainsi dignement son œuvre de régénération. Nous en avons pour sûr garant les dispositions bien connues de M. Dumon, Ministre des travaux publics et de M. Legrand, Sous-Secrétaire d'Etat au même département, qui ont montré, dans cette circonstance, un bon vouloir auquel nous sommes heureux de rendre hommage. Ces Messieurs sont allés au devant de toutes les difficultés pour les aplaïr : dispositions bienveillantes que nous connaissons déjà, mais que nous aimons à constater publiquement et auxquelles nous nous empressons d'accorder le témoignage de reconnaissance qu'elles méritent.

M. Limperani, ancien député de la Corse et consul de France à Civitavecchia, a adressé la lettre suivante à M. le président du Comité-Paoli à Corte. Nous reproduisons cette lettre avec grand plaisir et nous nous associons de grand cœur aux nobles sentiments exprimés par M. Limperani. La Corse est liée trop indissolublement à la France, nous ne dirons pas par des intérêts communs, mais par une affection et une cordiale sympathie, pour qu'il soit possible de songer, même d'une façon rétrospective, que sa séparation puisse jamais avoir lieu. Voici la lettre de M. Limperani.

A Monsieur Nasica, président de la commission du monument du général Paoli.

Civitavecchia, ce 10 avril 1844.

Monsieur le Président,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et par laquelle vous me faites part de la souscription qui vient d'être ouverte à Corte, et qui a pour objet de transférer sur la terre natale les cendres du général Paoli, et d'élever un monument à sa mémoire. Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir compté sur mon empressement à m'associer à une pensée aussi noble et aussi patriotique. Vous vous êtes peut-être rappelé qu'il y a dix ans, dans la séance de la chambre des députés du 22 février 1834, je fus le premier à élever la voix pour appuyer les pétitions qui demandaient la translation des cendres de l'Empereur, ce grand acte de reconnaissance nationale, auquel le gouvernement a donné depuis tant de grandeur et d'éclat. Paoli n'a pas, comme Napoléon, rempli le monde de son nom : mais il n'en occupera pas moins une des belles places de l'histoire parmi les libé-

rateurs de leur patrie. Jamais homme, appelé à présider aux destinées de son pays n'eut une mission aussi généreuse à remplir, n'eut à vaincre d'aussi grands obstacles, et ne mit au service d'une plus noble cause, un génie plus élevé, un désintéressement plus pur, une constance plus héroïque. Paoli soutint une guerre de quinze ans avec un budget de quelques centaines de mille francs, et dans cette glorieuse lutte il osa se mesurer avec la nation plus puissante de l'Europe. Au milieu des calamités de la guerre, il fit régner l'ordre et la justice, biens que la Corse n'avait point connus jusque-là, même au sein d'une paix profonde. Il sut réprimer l'esprit de faction dans un pays, où les dissensions civiles semblaient, en quelque sorte, inhérentes au sol, et dirigea vers un but commun toute l'énergie nationale. Enfin il appela l'attention de l'Europe sur un peuple dont elle connaissait à peine l'existence, et en éleva si haut la renommée, que nul ne s'étonna qu'il fût bientôt après jugé digne de faire partie de la grande nation française.

Voilà quels sont les titres de Paoli à la reconnaissance de ses concitoyens, et je regrette que, dans une lettre, qui vous a été adressée, et qui a été livrée à la publicité, on ait cru devoir en invoquer d'autres; que, rappelant d'affligeants souvenirs, on ait placé au premier rang des bienfaits, dont nous lui sommes redevables, celui d'avoir su préserver la Corse des désastres qui désolèrent la France après la journée du 10 août. Il n'y a point de Corse de nos jours, Monsieur le Président, qui ne soit prêt à protester contre ce singulier hommage rendu à la mémoire de l'illustre général, et contre la signification qu'on paraît vouloir donner à la manifestation des sentiments du pays. La conduite de Paoli après la journée du 10 août a été la grande faute de sa vie. Quelques graves que fussent les événements qui se passaient alors en France, quelque odieux que fussent les excès dont les divers partis se rendaient tour-à-tour complices, la Corse faisait partie intégrante de la France, elle devait en partager les destinées bonnes ou mauvaises. Paoli avait prêté serment de fidélité à la nation (séance du 22 avril 1790 de l'assemblée constituante) il ne devait point enfreindre son serment, pour ouvrir les portes de sa patrie aux ennemis de la France.

A Dieu ne plaise que la France soit jamais condamnée à voir reluire les jours funestes, qui signalèrent cette sanglante époque. Pleine de confiance dans les vertus du grand roi qu'elle s'est donnée, et dans l'avenir de sa dynastie, elle marche d'un pas trop ferme dans les voies d'une sage liberté et des paisibles conquêtes de la civilisation, pour qu'elle ait à craindre le retour de si affreux malheurs. Mais si jamais la volonté de Dieu, dont les desseins sont impénétrables, nous réservait à de nouvelles épreuves, est-ce à dire qu'il faudrait conseiller à la Corse de séparer une autre fois sa cause de celle de la France! La voix, qui proposerait ce divice impie, loin de rencontrer le moindre écho en Corse, soulèverait, j'en suis sûr, l'indignation universelle. Eh

bient ce qui serait blâmable aujourd'hui, était aussi blâmable il y a quarante ans, et je connais mal le grand homme, auquel nous voulons élever un monument, ou il serait le premier à reconnaître son erreur, la seule, on est heureux de pouvoir le dire, qu'on ait à lui reprocher durant le cours de sa longue carrière. Ne soyons pas plus indulgents à son égard, qu'il ne le serait lui-même s'il pouvait revenir à la vie. Paoli est assez riche de sa véritable gloire, des services qu'il a rendus à son pays, des grands exemples qu'il a laissés, pour pouvoir se passer d'hommages, qui ne lui sont point dus, pour qu'il soit nécessaire de faire mentir, en sa faveur, le jugement de l'histoire.

Rappelons-nous que lorsque le héros d'Arcole et des Pyramides, le jeune capitaine d'artillerie, prosaïque de la Corse en 1794, fut élevé à la première dignité de la république, Paoli, célèbre, sous les yeux d'un gouvernement ennemi, cet événement si glorieux pour la Corse. Maganimité avec de l'erreur de 1794, qui émut le cœur de Napoléon, et lui fit, plus tard, exprimer le regret de n'avoir point rappelé en France et placé dans ses conseils le grand homme, qui avait si vivement impressionné sa jeunesse et dont, malgré une fatale méintelligence, la mémoire était toujours restée pour lui un objet de vénération et de profonde sympathie.

Je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien me compter au nombre des souscripteurs pour la somme de cent francs, et agréer en même temps l'assurance de ma haute considération et de mon très sincère dévouement.

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
L'IMPÉRAT,
Ancien Député de la Corse.

M. Rossi nous adresse la lettre suivante en réponse à une lettre qui a paru dans le *Progressif*. Nous désirons, pour notre part, que cette polémique s'arrête là. Les deux opinions nous paraissent suffisamment débattues pour qu'il n'y ait plus doute sur des assertions contraires et dans lesquelles il ne nous appartient pas d'entrer. Voici la lettre de M. Rossi.

Turin, 24 avril 1844.

A M. le Rédacteur de l'Insulaire Français.

Monsieur le Rédacteur,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien insérer dans le plus prochain numéro de votre journal, ma réponse à l'article inséré dans le *Progressif*, dans son n° du 11 courant.

Monsieur l'ingénieur civil des mines Édouard Fetyplace, au lieu d'annoncer autant de phrases fastueuses et erronées dans sa lettre à la date du 2 courant à M. le Rédacteur du *Progressif*, aurait beaucoup mieux fait de dire quelle était la quantité de combustible et de minerai qu'il consommait pour produire de la fonte, le prix de revient de cette fonte, enfin s'il produisait à perte ou à bénéfice : c'étaient là des questions fondamentales moyennant lesquelles il aurait pu répondre péremptoirement à ma lettre du 21 mars dernier.

Mais ensuite, a-t-on démoli ou diminué la hauteur du haut-fourneau de ce qu'elle était lors de son départ de Bastia? A-t-on diminué la largeur ou le diamètre de l'intérieur du même, telle que je l'avais fait exécuter? A-t-on changé la hauteur droite de cet intérieur, telle que je l'avais fait construire, c'est-à-dire, la position du ventre? Sont-ce là des accessoires? Dans ce cas, où est le principal? D'après sa lettre, il paraît que M. l'ingénieur civil des mines, Édouard Fetyplace, ignore l'importance de ces trois éléments qui cependant déterminent à eux seuls tous les éléments

d'un haut-fourneau. A-t-on changé les dimensions d'établissement? A-t-on su tirer parti des gaz du haut-fourneau? Puisque la boîte de combustion des gaz était défectueuse, pourquoi ne l'a-t-on pas changée depuis quatre mois, surtout ayant eu deux mises-hors, au lieu de n'en tirer que des résultats tant soit peu satisfaisants? Ou M. Taylor s'est trompé en m'écrivant à la date du 15 août 1843, époque à laquelle il avait tout exécuté, qu'il n'avait reçu aucune instruction pour changer ce qui lui avait été prescrit d'après mes plans, ou M. l'ingénieur civil des mines, Édouard Fetyplace, se trompe aujourd'hui en alléguant des faits contraires à ce qui a été assuré par M. Taylor.

Ensuite, lequel des deux a raison, du fondateur qui dit que le changement qu'on lui a fait faire au creuset ne donne pas des résultats satisfaisants, et que la machine ne fonctionne pas bien attendu un défaut qu'il dit exister dans la bielle, ou du mécanicien qui, repoussant cette alléguation, dit que la maçonnerie qui supporte la machine a été très-mal construite et est si peu solide qu'elle tremble à chaque coup de piston, que cette machine, de la force effective de 30 chevaux, ne peut fonctionner qu'avec la force de 20 chevaux, et que si on voulait la faire fonctionner avec toute sa puissance, on risquerait de tout démolir, maçonnerie et machine? Ne seraient-ce pas là les véritables accessoires?

Quant à ma réputation, je l'engage fortement à ne pas s'en occuper; elle est hors des atteintes des alléguations de M. l'ingénieur civil des mines Édouard Fetyplace.

Enfin, à propos des conseils que M. l'ingénieur civil des mines, Édouard Fetyplace, veut bien me donner, je lui en donnerai un qui pourra lui être très-utile : c'est que, quand il voudra se servir de mes plans déclinés, desquels, dit-il, il n'a pas su faire usage pour continuer l'Usine de Toga, de les copier lui-même, afin que personne ne sache qu'il a besoin d'y avoir recours.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Rédacteur, avec une considération très-distinguée,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

C^{te} Rossi.

A M. le Rédacteur de l'Insulaire-Français.

Monsieur le Rédacteur,

Dans un des derniers numéros de votre journal vous avez inséré un article relatif à la construction et à la mise à flot du navire le *Général Sebastiani*, qui, quoique dicté par un sentiment de bienveillance, n'en contenait pas moins quelques énonciations inexactes. Malgré le soin que vous avez pris de rétablir les faits dans leur exactitude, il paraît que MM. de la Douane de Bastia se sont émus et ont cru que leur responsabilité et les intérêts du trésor étaient gravement compromis. Dans cette double préoccupation, leur sollicitude a suivi ce navire jusqu'à Livourne. Nous sommes informés, en effet, que le sieur Joseph Valzi, qui le commande, a été appelé au Consulat de France en ladite ville et que là des injonctions lui ont été faites sous la menace de voir son navire dénationalisé à son retour en France, d'avoir à s'abstenir de faire aucun changement au grément et aux appareils de ce même navire.

Sans relever ce qu'un pareil avertissement, de la part de notre Consul à Livourne, qui n'a pu dans cette circonstance que s'inspirer des préventions de la Douane, présente d'insolite et de peu bienveillant, sans rechercher dans quel esprit cette mesure a été suggérée, nous dirons qu'elle part d'un excès de zèle tout à fait inconsidéré de la part de la douane, qui en réfléchissant

avec un peu plus de sang-froid à sa position et à la note dans nos rapports réciproques, aurait pu et dû s'en abstenir. La douane peut-elle donc ignorer que le navire dont il s'agit a été construit à Bastia? Ne l'a-t-elle pas vu commencer et terminer sous ses yeux? Et puis ses agents et ses appareils n'ont-ils pas été désignés, décrits et inventoriés dans un état dressé par le capitaine et minutieusement visité et vérifié ensuite par les employés, qui ont opposé leurs signatures au bas dudit état? Il n'y avait donc ni apparence ni possibilité que ces objets puissent être changés à l'étranger et sous ce rapport les intérêts du trésor n'étaient aucunement en danger. Il était tout aussi difficile au capitaine de réaliser la fraudeuse intention, que la Douane lui a charitablement supposée, de faire remplacer à Livourne par des objets neufs ceux qui ont déjà servi en déclarant qu'il avait essayé des avaries, puisque celle-ci avait eu la précaution d'informer le consulat que ce capitaine était parti d'ici avec un très beau temps et une mer très calme.

Voilà pour ce qui est relatif aux agents et appareils. On peut juger par ce qui précède combien MM. de la Douane ont été maladroits dans cette circonstance, ainsi que cela du reste leur arrive de temps à autre et qu'ils auront encore cette fois fait du zèle en pure perte.

Mais, diront ces MM., les deux mats placés sur le navire étaient déjà dans un état de vétusté et devaient être changés à Livourne par d'autres neufs et plus appropriés à la dimension et aux besoins du navire? Ce fait est vrai; vous l'avez annoncé dans votre journal, M. le Rédacteur, et nous n'en avons fait mystère à personne. Si c'est là ce qui préoccupait la Douane, il faut en vérité qu'elle soit bien prompte et bien facile à s'alarmer! Ne sait-elle donc pas qu'il est impossible de faire mâter un navire à Bastia et que tous ceux qui ont été construits dans cette ville jusqu'à ce jour ont été forcés d'aller se faire pourvoir de leur mâture à Livourne, et voudrait-elle nous faire un crime d'avoir donné la préférence à Livourne où sont presque toutes nos relations commerciales et qui est d'ailleurs si rapprochée de Bastia, alors surtout que ce qui vient de se faire pour ce navire, s'est fait jusqu'à présent pour tous les navires construits à Bastia et cela au vu et au de la Douane et du Consulat, sans aucune espèce de réclamation de la part d'aucune de ces deux autorités! Eh bien s'il en est ainsi et cela est de notoriété publique, pourquoi avons-nous été l'objet d'une mesure exceptionnelle que nous ne voulons pas qualifier autrement?... Et puis, en définitive, le droit d'entrée auquel est assujéti un mat est-il donc si élevé qu'on puisse supposer à personne la pensée de vouloir le frauder. Ce droit ne s'élève qu'à la misérable somme de 3 francs!

Nous protestons donc contre toute intention de cette nature et c'est bien gratuitement qu'on nous l'a supposée. Nous n'aurions pas même songé à entretenir le public de ce fait, si nous n'avions quelque raison de penser que la Douane de Bastia, par son mode de procéder envers nous dans cette circonstance, a plutôt écouté quelque facheuse et injuste préoccupation que l'esprit de justice et le zèle bien entendu, qui doit présider à tous les actes de son administration.

Quoiqu'il en soit, nous venons de faire connaître notre pensée tout entière et pour que personne ne puisse s'y méprendre nous vous prions de vouloir bien la rendre publique dans les colonnes de votre journal.

Nous vous prions aussi d'agréer, M. le Rédacteur, la nouvelle assurance de notre affectueuse considération.

VALÉRY FRÈRES.

Bastia le 4 mai 1844.

Le *Progressif* fait, dans son dernier n°, un grand éloge de M. Chais, ancien procureur-général en Corse. Cet éloge a quelques peu surpris, car pas il est vrai comme venant de ce journal, mais parce qu'il était produit comme l'expression de l'opinion publique et présenté comme un jugement qui ne dût pas rencontrer d'incrédulités. Nous nous permettons, à notre tour, pour édification des lecteurs du *Progressif*, de transcrire ici une opinion qui nous semble beaucoup plus juste, et dont le *Progressif* ne pourra contester la valeur puisqu'elle provient d'un homme, un magistrat pour lequel ce journal a professé, diverses reprises, le plus grand respect et la plus grande considération. Voici comment ce magistrat, en traitant une question, qui est souvent abordée par le *Progressif*, s'exprime sur M. Chais : « Son successeur (de M. Réalier-Dumas) M. Chais, qui nous venait d'Afrique, n'était pas l'homme qu'il fallait à la Corse. Il en est qui ont pensé qu'il n'était pas à la hauteur de ses fonctions. Son passage dans ce ressort n'a marqué que par une foule de procès malencontreux, les uns plus irréguliers que les autres, qu'il a cru devoir faire contre plusieurs maires, et dont la Cour d'assises a toujours fait justice. Heureusement que le ministère a senti la nécessité de lui retirer un pouvoir dont il paraissait ne savoir pas user. Il n'était pas de taille à réparer les fautes de son prédécesseur, et les incertitudes sont encore aujourd'hui ce qu'elles étaient lors de sa nomination (1). »

Par Ordonnance Royale du 24 avril dernier, M. le Comte de Buttafoco a été nommé Colonel du 2^e Régiment de Ligne. Cette nomination, juste récompense d'anciens et honorables services, a causé une satisfaction générale.

M. de Buttafoco a fait avec distinction, bien que encore, la campagne de 1813 en qualité de capitaine. Il s'est trouvé aux batailles de Lutten, Fichtel et Leipzig.

Il a conquis en Afrique les grades de chef de bataillon, de Lieutenant-Colonel et de Colonel. Il commandait depuis plus d'un an, par intérim, le 33^e de ligne, à la tête duquel il a pris part à importantes expéditions, où son nom a été honorablement cité.

La discussion du projet de loi sur l'instruction secondaire, à la chambre des pairs, loin de diminuer la polémique entamée contre l'Université qui représente, avec l'État, les principes de sage tolérance et de liberté conquis si péniblement à la suite de tant de labeurs, ne fait que l'exciter de plus en plus. M. l'archevêque de Paris ayant eu devoir mêler cette polémique, par voie d'allusion aux paroles de félicitations adressées au roi, à l'occasion de sa fête, a provoqué de la part du roi une réponse vive et ferme qui montre que le gouvernement entend accorder à la religion ce qu'il lui est dû, il ne veut pas céder à des exigences exagérées et déplacées. Nous reproduisons ici le discours de M. l'archevêque de Paris à la réponse du roi :

— Voici le discours de l'archevêque de Paris au Roi :

SIRE,
Nous venons offrir à V. M. avec nos hommages respectueux, les sentiments les plus conformes à notre présente situation.

Nous ne concevons jamais que l'État doive souffrir de la paix, de la liberté de l'église et de la grandeur, de la prospérité de l'État.

(1) Observations sur la prohibition des armes en Corse, par un Magistrat, 1842, pag. 8 et 6.

Cette conviction que proclamait il y a six-cents ans, un saint docteur français, l'honneur de son siècle par son génie et l'honneur du sacerdoce par l'héroïsme de ses vertus, est aussi celle du clergé et de l'archevêque de Paris. Ils aiment à vous l'exprimer, Sire, comme un signe non équivoque de la droiture de leurs intentions et le gage le plus assuré de leurs espérances. Ils aiment à vous dire que la France leur est trop chère pour céder à personne la gloire d'être plus soumis à ses lois, plus dévoués à son bonheur.

A Dieu ne plaise que les bienfaits trouvent insensibles des hommes qui sont accoutumés à voir dans un acte de justice, un motif de reconnaissance et dans la liberté de leur ministère, un nouveau moyen de rendre le pouvoir lui-même plus respecté.

Ce dévouement sera compris et préféré par la haute sagesse du Roi. Il le jugera digne de notre pacifique mission, de la loyauté de notre caractère et aussi utile à la religion qu'à la patrie.

Permettez-nous, Sire, d'y joindre les vœux sincères que nous formons afin que Dieu continue à répandre sur votre majesté et sur son auguste famille ses plus abondantes bénédictions.

Le Roi a répondu :

« Je vous remercie, M. l'archevêque, des vœux que vous m'offrez personnellement et au nom du clergé de Paris. Je croyais avoir donné assez de gages de ma volonté de maintenir la liberté de la religion, d'entourer le clergé de tout le respect, de toute la vénération qui lui sont dus, pour qu'il eût été peut-être inutile de me le rappeler de la manière dont je viens de l'entendre. Ce que je puis vous dire, M. l'archevêque et ce que vous savez déjà, c'est que le clergé peut compter sur toute ma bienveillance, sur tout mon intérêt et aussi sur la constance de mes efforts pour assurer à la France les bienfaits de la religion, afin qu'elle continue à être à la fois la meilleure garantie contre les vices qui enfanteraient les désordres dans la société et la source de toutes les vertus qui assurent le bonheur des hommes. »

TABLEAU des affaires criminelles portées aux assises du 2^e trimestre de l'an 1844.

Le 9 mai, Rocchi Mario-François, (Venzolasca) vol.

10 id. Saint-Denis Auguste (Bastia) faux en écriture publique et authentique.

10 id. Colombani ou soit Olivieri Félix et Belgodere Sébastien (Palasca), rébellion et blessures.

11 id. Potentini Ignace-Mathieu (Furiani), tentative de meurtre.

13 id. Morganti Antoine-Joseph (Ogliastro), baratterie, abus de confiance et vol.

13 id. Orsatelli François-Marie (Sorbo), tentative de meurtre.

14 id. Ortol Charles-Marie (Olmiccio), tentative de meurtre.

14 id. Filippi Pierre-Félix (Corte) et Guidi Benoit (Piedicroce), meurtre et tentative de meurtre.

15 id. Lucioni Dominique et Vinciguerra Martin (Piedicroce) tentative de meurtre et rébellion.

17 id. Alessandri Ange-Joseph (Focicchia), tentative de meurtre.

17 id. Bernardi Toussaint (Alzi), tentative de meurtre.

18 id. Grisoni Antoine-Padovano (Omessa), tentative d'assassinat.

18 id. Piarci Paul-Antoine (Bocognano), tentative de meurtre.

20 id. Muracioli Blaise (Ocana), tentative de meurtre.

20 id. Marchetti François (Lunghignano), tentative de meurtre.

21 id. Benedetti François (Arbori), tentative de viol.

21 id. Giusti Sauveur (Ghisonaccia), blessures graves.

23 id. Baresi Xavier et Gabrielli Simon (Ciamanaccio), faux en écriture privée.

23 id. Castellani Antoine-François (St-Antonino), vol.

23 id. Tomasini Jean (St-Antonino), faux en matière criminelle.

24 id. Gaudiani Simon et consorts (Zicavo), tentative de meurtre.

25 id. Pedinelli François (Vignale, hameau de Levie), assassinat.

26 id. Ottavi Clément (Monte de Campile), extorsion.

27 id. Giovannoni Charles-Fabrice (Castineta), meurtre.

28 id. Venturini Félix et consorts (Olmeca d'Oletta), meurtre et tentative de meurtre.

M. Santi (Vincent), lieutenant de vaisseau, commandant le bateau à vapeur de l'État le *Bastia*, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry partira pour Ajaccio le 14 courant à 7 heures du soir, le 15 au matin il relâchera à l'Île-Rousse et Calvi, et sera à Ajaccio dans la journée. Le 16 au matin il partira pour Propriano, d'où il sera de retour le soir même, le 17 il repartira pour Bastia touchant de même à Calvi et l'Île-Rousse.

AVIS.

Les Actionnaires de la Compagnie Corse dont le siège social est à Bastia, sont prévenus qu'une assemblée générale extraordinaire aura lieu à Bastia le 27 mai courant à midi, dans les bureaux de ladite Compagnie.

Cette assemblée extraordinaire est convoquée pour remplacer l'assemblée annuelle qui devait avoir lieu le 29 du mois dernier et qui est restée sans effet par l'absence des Actionnaires.

Le Directeur et Administrateur général de la Comp. Corse.
BERTOLANO PARSENT et Comp^{te}.

Nouvelles Diverses.

— On lit dans le *Moniteur* :
Le Roi ayant arrêté que M. le contre-amiral Hamelin, appelé au commandement de la station de l'Océanie et des côtes occidentales d'Amérique, arborera son pavillon sur la frégate la *Virginie*, a, par une décision en date du 17 avril 1844, rendue sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, nommé au commandement de cette frégate, M. le capitaine de corvette Hanet-Glory qui doit aussi exercer auprès de M. le contre-amiral Hamelin les fonctions de chef d'état-major.

Par suite de cette disposition S. M. a nommé M. le capitaine de vaisseau Danthon précédemment pourvu du commandement de la *Virginie* à celui de la frégate l'*Andromède*, sur laquelle M. le contre-amiral Laplace appelé à commander la station des Antilles, doit porter son pavillon. M. le capitaine de vaisseau Danthon remplira aussi les fonctions de chef d'état-major auprès de M. le contre-amiral Laplace.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'annonces légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

S'il est un spectacle douloureux, c'est sans contredit celui qu'offrent des écrivains qui s'acharment, nous ne savons dans quelles intentions, — et nous l'avons pas à nous inquiéter d'intentions qu'il nous est impossible de juger — à déverser sur leur propre pays les attaques les plus passionnées et le dépeindre sans cesse sous les couleurs les plus noires. Qu'espère-t-on de ce système? Croit-on qu'on détruira de déplorables antécédents, qui se rattachent à tout un passé de douleurs et d'horribles souffrances, antécédents, dont on ne veut pas tenir compte, pas plus que ne le font ces écrivains légers qui condamnent notre pays sans le connaître? S'imaginent-ils qu'en répétant, chaque jour, sur tous les tons et sous toutes les formes, que la Corse est de plus en plus corrompue, dégradée, avilie, que le crime y lève sans cesse la tête avec plus d'audace que jamais, qu'on rendra service à la Corse et qu'on ira ainsi étouffer au fond des cœurs les passions qui y fermentent et qui restent inflexibles et indomptables devant les efforts de la religion et devant les arrêts de la justice et en présence d'un déploiement exceptionnel de la force armée? ou bien voudrait-on donner le change à l'opinion publique et attribuer au gouvernement de Juillet la faute de n'avoir pu détruire, en quelques années, des mœurs et des habitudes déplorables, sur lesquelles nous gémissons plus que personne, mais qui sont l'œuvre du temps, du passé et non des circonstances et qui vont s'affaiblissant, comme le prouve la statistique non d'un an ou de deux années, prises à part, mais de plusieurs années prises ensemble? Que gagnerait donc le pays à cette erreur qu'on accreditait, et en quoi la situation changerait-elle? Nous le savons, il est plus commode d'attribuer la faute à quelques individus que d'aller au fond des choses; il est plus aisé de dénaturer la position exacte, de contester les progrès accomplis, et de jeter un superbe anathème sur tout ce qui se fait, que de chercher, de sang froid, les remèdes à apporter aux maux qu'on exploite dans un intérêt particulier.

Mais la Corse peut-elle être de cet avis et permettra-t-elle qu'on tire parti de ses misères pour appeler le dédain et le mépris du dehors sur elle, sans contribuer en rien à son amélioration? Souffrira-t-elle qu'on la mette chaque jour au ban de la civilisation et qu'on la représente comme étant retombée plus bas que jamais dans cette existence de violence et de corruption qu'on représente parfois comme plus grande que par le passé et qu'on exagère encore? Consentira-t-elle à ce qu'on donne ainsi des armes à tous ceux qui, sur le continent, l'ont si souvent attaquée, qui se sont efforcés de la flétrir et qui ont déclaré superbement qu'il fallait l'abandonner à elle-même? Nous ne savons, mais ce que nous comprenons parfaitement, c'est que les ennemis systématiques de notre pays, s'il en existe encore après que tant de réponses victorieuses ont été faites à leurs vio-

lentes sorties, doivent singulièrement se réjouir d'articles semblables à ceux que publie de temps à autres le *Progressif*, à celui qu'il a publié dans son dernier numéro. Il est vrai que ce journal après s'être posé, sans les résoudre, ces questions : « A quoi faut-il attribuer les tristes résultats que nous allons signaler? Au défaut de la police préventive, ou à l'insuffisance de la pénalité? à la mollesse des juges ou à la méchanceté des justiciables? » conclut que la responsabilité de cette barbarie croissante, qu'il signale et qu'il s'efforce de prouver, il faut l'attribuer aux représentants du gouvernement de Juillet, à ce gouvernement lui-même sur lequel il appelle la honte du pays entier. Mais comment donc aujourd'hui le gouvernement de Juillet, qui s'est montré si paternel vis-à-vis de la Corse, le seul juste, bienveillant depuis 1769, s'attachant, en même temps qu'il prodigue ses bienfaits sur la Corse, à la flétrir, à la dégrader et il serait si bien secondé, dans cette œuvre déloyale et odieuse, par la population entière, que partout la corruption, la violence répondraient à son appel et qu'il n'aurait qu'à s'applaudir, sans doute, des résultats qu'il aurait obtenus? Mais alors le gouvernement seul, si cette accusation était vraie, si ces intentions machiavéliques pouvaient lui être prêtées, et nous ne savons dans quel but ni dans quel intérêt, le gouvernement ne serait pas seul coupable et une part terrible de cette triste responsabilité devrait retomber largement sur un pays qui se laisserait si facilement pervertir; mais alors la conclusion de ceci, ce serait que la Corse serait le dernier des pays, qu'il faudrait à juste titre l'abandonner. Oh! non, il n'est pas possible que le sens moral se pervertisse à ce point; il n'est pas possible qu'on fasse peser sur la Corse une semblable responsabilité, et il faut ici ou que le pays ait tort ou bien le *Progressif*. Ou il faut que le mal soit aussi grand qu'on le répète, avec un si singulier patriotisme, ou il faut que le *Progressif* égaré, emporté par nous ne savons quelles préoccupations, rembrunisse à dessein les couleurs et exagère le mal. Il n'y a pas d'autre alternative possible.

L'on nous parle de quelques crimes qui ont été commis depuis peu; on les énumère avec une grande complaisance; on dirait qu'on se réjouit de ce tableau, tant on accumule les épisodes; on ne s'inquiète pas même de savoir si dans tel ou tel fait il y a crime, et puis l'on s'écrie : que la Corse va toujours de mal en pis, trouvant dans sa douleur étudiée assez de sang froid pour avoir recours à des citations italiennes, comme si l'on écrivait un roman ou une dissertation littéraire. Le bandit, dit-on encore, a reparu. Mais hélas nous ne sachions pas qu'il eût disparu. Chaque année la force armée le poursuit, l'atteint en partie; mais nous ne sachions pas qu'il ait jamais cessé d'attrister notre pays; nous ne savons pas qu'il fût au pouvoir soit de la justice, soit de la force armée d'être infatigable, et qu'on pût conclure de ce que, dans certains cas, elles sont impuissantes, qu'elles peuvent être accusées de faiblesse ou de connivence. Mais à quoi tient donc le mal que nous sommes loin de contester, mais

dont nous nous gardons de faire un tableau si chargé, de rassembler tous les traits à la fois? Hélas, nous le savons, ce mal sur lequel nous ne saurions trop gémir, qui est la plaie la plus douloureuse de notre pays; ce mal tient à tout un passé dont il est impossible de se séparer tout à coup et sans transition; ce mal tient à des causes si profondes, qui se rattachent si fatalement à tout un passé mauvais, dont le pays même ne saurait être entièrement responsable, qu'il nous faut, en présence de ce mal qui subsiste encore, mais qui s'est affaibli à plusieurs époques, attendre beaucoup du temps, du progrès des mœurs publiques, de la facilité des communications, du progrès de l'instruction morale et religieuse, des efforts combinés de tous les bons citoyens amis de leur pays; des sentences de la justice, qui finiront enfin par faire comprendre que c'est à la loi, et non à l'individu, à donner satisfaction pour des offenses. Quel profit peut-il y avoir à accuser sans cesse le pays; à le représenter, sans cesse, comme plus arriéré, plus éloigné du but qu'il doit atteindre. A agir ainsi, on aboutit au désespoir, ou à la colère, tous deux également impuissants à guérir quelque maladie, quelque désordre que ce soit. A procéder de la sorte, on décourage, on décourage ceux qui, au dehors, seraient disposés à s'occuper du pays; on blesse, on irrite le pouvoir lui-même qui voit ses intentions méconnues, ses efforts stériles, ses sacrifices perdus; voilà tout.

Où, sans doute, la vengeance, voilà le mal du pays; oui, sans doute, l'irritation qui s'empare et qui, impatiente du lendemain ou peu confiante dans la force des lois, se fait immédiatement justice à elle-même, voilà le mal qui appelle, de la part de tous, de douloureuses réflexions et d'énergiques efforts; mais ce mal, le *Progressif* ne l'irrite-t-il pas lui-même, d'abord en accumulant ainsi faits sur faits; et, en concluant que tous les pouvoirs sont impuissants à l'arrêter, ne porte-t-il pas, à son insu, chaque individu à se faire justice à lui-même, alors qu'il voit que la modération serait presque exceptionnelle et qu'il peut bien faire ce que tant d'autres, d'après ce qu'on lui dit, font impunément. Aux passions qui fermentent, aux ressentiments qui bouillonnent, montrez-leur des faits qui semblent les encourager par la contagion de l'exemple, demandez-leur alors ce qu'ils feront. Qu'un bandit lise vos récits et il apprendra que c'est à tort qu'il se cache; qu'il peut bien lever la tête puisque d'autres la lèvent et qu'après tout, puisque lois, police, magistrats, justice sont également incapables de comprimer le mal, puisque le pays tout entier s'affaisse de plus en plus dans la dégradation, il peut trouver une occasion favorable pour satisfaire ses passions mauvaises. Ce mal, que nous n'avons jamais nié, mais auquel nous assignons ses vraies causes et sa portée réelle, le *Progressif* ne l'aggrave-t-il pas encore par l'exemple qu'il donne, par ces attaques violentes auxquelles il se livre contre les personnes? Ah! si tous ceux qu'il a provoqués par ses diatribes, par ses satyres; qu'il s'est efforcé de flétrir, avaient répondu à la violence par la violence; si le pays était tombé là où le *Progressif* affirme

— Le *Moniteur* n'a point aujourd'hui de partie officielle; mais nous y trouvons le résultat suivant du tirage au sort fait hier au ministère de la guerre :

1^o Du prix annuel fondé à perpétuité par un anonyme, en faveur des enfants de troupe des régiments d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie de l'armée. Ce prix, pour l'année 1844, est échu en partage au 9^e régiment de dragons.

2^o Des seize prix annuels, également fondés à perpétuité, en faveur des enfants de troupe de l'armée, par M. le général baron de Fouchères, et dont la répartition a été fixée ainsi qu'il suit : Dix à l'arme de l'infanterie, quatre à la cavalerie; deux à l'artillerie et génie. Ces prix, pour l'année 1844, sont tombés en partage aux régiments ci-après dénommés savoir : Pour l'infanterie : aux 29^e, 36^e, 45^e et 66^e de ligne, et aux 5^e, 9^e, 12^e, 15^e et 18^e légers. Le dixième prix a été réservé pour le 37^e régiment de ligne, que le donateur a commandé pendant six ans, et qui, suivant sa volonté, doit recevoir annuellement un des lots affectés à l'infanterie.

Pour la cavalerie : aux 5^e régiment de cuirassiers, 5^e régiment de chasseurs, et aux 3^e et 5^e de hussards.

Et pour l'artillerie et le génie : aux 3^e et 5^e régiments d'artillerie.

— L'escadre d'évolution de la Méditerranée était attendue le 26 à Toulon, où elle devait célébrer la fête du Roi. On croit qu'elle reprendra la mer dans les premiers jours de mai, et se montera successivement sur les côtes d'Italie.

— Une lettre de Livourne, du 22 avril, rapporte que le fils du général Nugent, gouverneur de Trieste, vient d'être arrêté. Cette arrestation, surtout après la fuite des deux fils de l'amiral Bandiera, a fait sensation. Aussi remarque-t-on un grand mouvement dans le quartier général de l'armée autrichienne d'Italie, établi à Vérone. Le remplacement du feld-marchal Mazzuchelli, dans le commandement de la forteresse de Mantoue, a été aussi l'objet de quelques commentaires; ce général était Italien.

Les avis de la Romagne confirment le bruit qui avait couru, que les garnisons autrichiennes qui sont dans les forteresses de Ferrare et Comacchio ont été considérablement augmentées; les troupes impériales occupent déjà, pour ainsi dire, la légation de Ferrare, d'où elles pourrout, le cas échéant, entrer en vingt-quatre heures dans les provinces de Bologne et Ravenne.

En même temps on apprend de Naples, que la marche des colonnes destinées à parcourir les provinces n'a pas discontinué; le roi a fait changer les garnisons des principales villes et renforcées celles des forteresses par des compagnies des régiments suisses. Loin de mettre en liberté les prisonniers du fort Saint-Elme, ainsi qu'on l'avait annoncé, on vient d'y faire enfermer le colonel Antonini qui a fait la guerre en Pologne, en 1831, et qui était à Messine, dernièrement.

(Constitutionnel.)

— Le *Correspondant* publie la nouvelle suivante : S'il faut s'en rapporter à ce que des personnes dignes de foi écrivent de Gibraltar en date du 17, une crise extraordinaire et d'une immense importance s'opère en ce moment à Maroc. Il ne s'agit de rien moins que des prétentions d'Abd-el-Kader à l'empire et au califat du Maroc. Le gouverneur de Fez, un des points les plus importants de l'empire, a embrassé cette idée, qu'on suppose devoir être favorisée par la France, afin de se débarrasser par ce moyen d'un redoutable ennemi.

Le *Correspondant* ajoute que le gouvernement espagnol devrait profiter de cette occasion pour

traiter avec Abd-el-Kader, et lui offrir son appui en échange de quelques concessions territoriales.

— On apprend par le paquebot des Antilles que M. le contre-amiral de Moges venait de partir une seconde fois de la Martinique pour Haïti. On affirmait à la Martinique que les couleurs françaises avaient été adoptées par l'un des deux partis, maintenant en lutte dans notre ancienne colonie. L'amiral, outre la frégate à bord de laquelle flotte son pavillon, avait avec lui la corvette la *Loire*, qu'il a retenue au moment où elle allait faire voile pour la France.

D'un autre côté, le *Journal du Havre* dit avoir eu communication de lettres de Port-au-Prince, du 23 mars, annonçant que l'insurrection de la partie espagnole contre le gouvernement haïtien était déjà en partie comprimée.

Dans la campagne, les populations avaient abandonné le drapeau de la république dominicaine; la ville seule de Santo-Domingo tenait encore, et l'on comptait qu'elle ne tarderait pas à succomber devant les forces imposantes dirigées contre elle.

LETTERES PARISIENNES.

MAGASIN DE LA VILLE DE PARIS. — L'ESCALIER DE CRISTAL. — MARIO TAILLEUR.

Nous vivons à une époque de progrès et d'amélioration remarquables. Depuis que la *Ville de Paris* a étonné la capitale par l'immensité de ses galeries, le grandiose de toute son organisation et la rapidité de son brillant succès, depuis qu'elle a donné au commerce de nouveautés une extension, qui, en définitive, profite aux consommateurs, les autres magasins, restés en arrière du progrès, se sont émus et ont essayé de marcher sur ses traces; on n'entend plus parler que d'agrandissements, d'inaugurations, d'ouvertures, comme si la fortune, la clientèle, la vogue d'une maison dépendaient seulement de la surface qu'elle occupe; la faveur du public tient aussi à d'autres causes; l'on aura beau abattre des murs, élever des étages, on n'aura pas encore satisfait à toutes les conditions de parfaite réussite. La *Ville de Paris* est et restera probablement la première des maisons du commerce des nouveautés de la France, non-seulement parce que les proportions de son local sont magnifiques et qu'il n'est d'égale nulle part, mais surtout parce que, la première, cette maison a établi des règles de vente, des usages inconnus jusqu'à l'époque de sa création; elle a senti le besoin de donner, au commerce du détail une marche plus régulière, plus morale; le secret de son immense succès est là tout entier. Les magnifiques assortiments, sans cesse renouvelés, une urbanité constante, une extrême exactitude en toutes choses, ont été de puissants auxiliaires; mais avant tout et par-dessus tout, ce qui établit le succès et le maintiendra, c'est le cachet de bonne foi, de parfaite loyauté qui préside à toutes les opérations de ce bel établissement. La *Ville de Paris* a eu, la première, cette heureuse idée d'échange, de reprendre et de rembourser, sans aucune perte, les marchandises vendues; elle recueille aujourd'hui le fruit de cette idée féconde et honnête, qui suffirait, à elle seule, pour justifier la préférence que la société la plus riche, la plus brillante, et conséquemment la plus éclairée, accorde à cet établissement modèle.

L'exposition des produits de l'industrie nationale qui nous promet tant de merveilles sera surtout remarquable par l'exhibition des plus belles porcelaines et des cristaux les plus riches de l'*Escalier de Cristal*, ce magasin que la vogue

couvre de son égide, depuis un quart de siècle aux n^{os} 152 et 153 de la galerie de Valois, Palais Royal. M. Laboche, propriétaire de cet établissement, a fait fabriquer plusieurs nouveaux modèles qui sont sa propriété comme ses superbes services façon vieux Saxe et vieux Sèvres, ces vaisselles Pompadour, ces verres de Fougères, grès et dorés, et surtout une paire de lampes en porcelaine, montées en bronzes avec peinture par les meilleurs artistes de Sèvres, et un buste en cristal, style Louis XV, qui conviendrait au style actuel des somptueux ameublements du faubourg St-Honoré et du faubourg St-Germain.

Les personnes de la province que l'exposition amène en foule à Paris n'apprendront pas sans intérêt qu'il existe, au n^o 19 de la rue Vivienne un tailleur très-habile du nom artistique de Mario, qui s'est fait parmi ses confrères une réputation justement acquise pour l'excellence de draps et des étoffes qu'il emploie, et la parfaite distinction de ses coupes. Une autre qualité que Mario possède sans partage, et qui lui a fourni pour longtemps la vogue, c'est une célérité presque fabuleuse dans l'exécution des commandes qu'il reçoit. Vingt-quatre heures lui suffisent pour fournir un habillement ouillé sur mesure, car il ne faut pas confondre Mario avec ces coupeurs sans talent dont Paris fourmille, et dont les vêtements n'ont ni qualité ni grâce. Encore une fois, Mario est l'égale de nos premiers tailleurs, mais il leur est supérieur de beaucoup parce qu'il fait aussi bien qu'eux, livre plus vite et à des prix plus modérés.

DOLLINGER.

Un des bateaux à vapeur de la compagnie Vallery frères, partira pour Fiumorbo dans les premiers jours du mois de juin prochain, si à cette époque on aura réuni un nombre de passagers suffisant.

Les personnes qui se disposent à entreprendre ce voyage sont priées de se présenter au bureau des gérants pour arrêter leurs places, avant le 26 courant, époque à laquelle on fixera définitivement le jour du départ.

Le prix des places pour aller et retour est fixé à 20 fr.

Pour la plus grande commodité des personnes qui se disposeraient à aller aux bains de Puzoschello, on combinera leur débarquement et leur embarquement à Aleria.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 2 au 8 mai 1844.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Télégraphe, c. Lota.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi.
Marseille. bk-gite Assomption, c. Gentile, div.
Marseille. paquebot-poste Bastia, c. Santi lieutenant de vaisseau, dépêches.
Rade d'Hyères. bk-gite Phénix, c. Guasco, sel.
Ajaccio. bk Migliacciaro, c. Guastella, bois de construction.
Gênes. bat. à vap. Goio, c. Bugliani.
Madinaggio. gond. St-Clément, c. Damiani, vin.

DÉPARTS.

Marseille. paquebot-poste Bastia, c. Santi lieutenant de vaisseau, dépêches.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi.
Livourne. mistick Assomption, c. Thiers, lest.
Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota.
A la mer. brick de transport de l'Etat Ménagère, c. Combal, poudres.
Madinaggio. gond. Cœur de Jésus, c. Galletti, vin.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

qu'il se débat si douloureusement, que de passions irritées, que de vengeances implacables auraient éclaté! Mais heureusement que ces provocations ont été vaines et que le bon sens du pays, qui a suffi pour faire justice de ces attaques si évidemment empreintes de partialité, a prévenu des écarts déplorables. Et c'est dans un pays où l'amour propre est si inflammable, la susceptibilité si grande que le *Progressif* a cru ne devoir faire qu'une guerre de personnes. Ah! il faut que le pays se soit bien écarté de ses anciens souvenirs et qu'il ait bien rompu avec ses vieilles traditions pour qu'aucun désordre ne soit survenu. Le *Progressif* a fait une terrible expérience et il a prouvé que la Corse pouvait tout laisser dire, tout laisser écrire: nous doutons que sur le continent on eût rencontré une semblable longanimité.

En veut-on un exemple? Dans tous les pays civilisés, la chose jugée a été toujours respectée. Un prévenu a toujours été regardé comme innocent. Il ne s'est pas trouvé un homme, qui oubliât assez les convenances, pour poursuivre de ses attaques celui qui était frappé d'une suspicion judiciaire: à plus forte raison cet homme, quand la justice du pays avait proclamé son innocence, la justice la plus impartiale, si faire se peut, la plus populaire au moins parce qu'elle sort de la société et s'y retrempe sans cesse, quand le jury avait déclaré son innocence, cet homme a repris tous ses droits et tous alors l'ont reconnu et proclamé innocent. Eh bien! où a-t-on vu un écrivain qui poursuivait cet homme ainsi acquitté et qui recommençait contre lui une instruction détruite, qui invoquait contre lui un arrêt de la chambre des mises en accusation, qui parlait d'amnisties miraculeuses du jury, et qui s'efforçait de détruire un arrêt solennel par un arrêt de prévention sans force et sans signification, du moment qu'il a été mis au néant par le jury, par ce tribunal prononçant en dernier ressort. Ainsi donc la justice est chose vaine et futile, la justice, qui protège les citoyens et la société, la justice ne sera plus qu'un vain mot et il sera loisible au premier venu de venir refaire un acte d'accusation, que la justice qui prononce, et doit seule prononcer, a trouvé mal fondé. Et c'est dans un pays où la justice n'a pas habitude encore tous les esprits à se ranger religieusement sous ses sentences, ne les a pas assouplis à ce respect pour la chose jugée qui fait la force des individus et de la société; c'est dans un pays où le respect pour la chose jugée devrait devenir, au moins par l'exemple que donneraient les esprits qui prétendent diriger l'opinion publique, une sainte et féconde superstition, pour ainsi dire, afin que tout prétexte fût enlevé aux passions mauvaises et rebelles, c'est dans ce pays là cependant que le *Progressif* donne, chaque jour, le scandale de la justice mécon nue, foulée aux pieds; c'est dans ce pays là que le *Progressif* recommence, sans cesse, les procès et s'efforce de détruire les sentences définitives par des arrêts de renvoi, enlevant, par un déplorable abus de l'esprit, l'espèce d'infaillibilité qui s'attache à la cause examinée et débattue contradictoirement, pour la reporter à un examen fait dans le silence du cabinet, en dehors de la défense, de la publicité? Ah! nous ne craignons pas de le dire, c'est là la plus grande aberration qui puisse se concevoir, et si vous aimez votre pays, il faut avouer que vous êtes bien maladroits dans les moyens que vous employez pour le sauver. Votre pays ne vous demande pas que vous versiez votre sang, ni que vous tendiez la gorge, comme vous le dites, d'une façon si singulière et si mélodramatique, alors qu'il ne saurait être question en aucun cas de ce singulier sacrifice et

de cet étrange dévouement; il vous demande un peu plus de calme, un peu plus d'intelligence de ses besoins, de ses misères; il vous demande surtout qu'en déplorant et qu'en exagérant un mal, déjà assez grand par lui-même, vous ne donniez pas sans cesse le spectacle du mépris pour la chose jugée. Il vous demande que vous respectiez davantage cette chose jugée et que vous ne familiarisiez pas ainsi les esprits à se substituer à la loi et à se faire justice à soi-même. Tout cela est sans doute moins héroïque que de tendre la gorge aux bourreaux qui n'ont que faire de votre sang, mais ce serait beaucoup plus utile à votre pays et il pourrait vous en avoir beaucoup plus de gré. Le temps des victimes expiatoires est passé: celui des martyrs aussi. Le pays ne réclame plus ces sacrifices, dont vous parlez si bruyamment, en faisant de ridicules anachronismes: il vous demande un peu plus de modération, un peu plus d'esprit de conduite: il ne veut pas que, sous le prétexte de le sauver, vous le rendiez odieux au reste de la France. Voilà tout.

La pétition des habitants du Cap-Corse demandant que leur route soit classée au rang des routes royales et achève ainsi, en la complétant, la où elle est si nécessaire, la route de ceinture, a été déposée sur le bureau de la Chambre des députés par M. le Maréchal Sebastiani. Le rapport de cette pétition doit être très prochainement présenté.

M. Decous, procureur-général à la Cour royale de Bastia, vient d'être nommé Officier de la légion d'honneur. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette récompense que M. Decous a si bien méritée. Animé d'excellentes intentions, M. Decous a trouvé les forces nécessaires pour les réaliser et pour secondar la marche de la justice en Corse par cette activité et cette impartialité qui la rendent encore plus précieuse.

Le Recteur de l'Académie de la Corse, chevalier de la légion d'honneur;

Vu le règlement du 14 juillet 1840,

ARRÊTE :

Art. 1^{er} La première session de la Commission des lettres établie à Ajaccio, s'ouvrira dans la première quinzaine de juillet.

Art. 2^e Les Candidats doivent se faire inscrire au secrétariat de l'Académie, avant le 10 juin, et transmettre, pour cette époque, leur certificat d'études et l'extrait de leurs actes de naissance. Ce terme est de rigueur pour les candidats porteurs de certificat d'études domestiques, les certificats d'études universitaires pouvant être admis jusqu'au jour qui précédera l'ouverture de la session.

Art. 3^e Les chefs des établissements seront ultérieurement informés du jour où commenceront les examens.

Fait à Ajaccio, le 11 mai 1844.

C. HUAKT.

— Par arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique en date du 22 avril 1844, M. Berard, régent de 8^e au Collège de Tarascon, est chargé de la seconde division de huitième au collège royal de Bastia, division nouvelle.

M. Lazarotti, maire de Bastia, a réuni hier le Conseil Municipal, pour l'entretenir des démarches qu'il a faites pendant son séjour à Paris, relativement au port de notre ville, et en même temps pour lui faire connaître les satisfaisantes nouvelles qu'il avait reçues par le dernier courrier,

relativement à cette même affaire. Nous sommes assez heureux pour pouvoir reproduire cette importante communication qui est de nature à intéresser si vivement notre population. M. le maire avait été également rendre compte de ses démarches à la Chambre de Commerce de Bastia, qui, ainsi que le Conseil Municipal, l'avaient investi des pouvoirs les plus amples pour défendre à Paris le grand intérêt du présent et de l'avenir, le port de notre ville. Nous nous abstenons de toutes réflexions à cet égard; les faits parlent assez haut pour nous dispenser de tout commentaire. Voici la communication que nous annonçons :

Conseil Municipal de Bastia. — Séance extraordinaire de jeudi 16 mai, deux heures de relevée. — M. Lazarotti, maire, adresse au Conseil la communication suivante :

• Messieurs,

• En me retrouvant au milieu du Conseil Municipal, mon premier soin doit être de vous entretenir des démarches qui ont été faites à Paris, pour hâter la solution de la grande question du port de Bastia.

• A peine arrivé dans la capitale, je me suis empressé de solliciter de nos deux illustres compatriotes, l'efficacité appui que leur haute position pouvait seule prêter à notre cause.

• J'ai eu l'honneur de vous annoncer, Messieurs, que cet appui nous a été accordé aussi complet qu'on pouvait le désirer, et avec une spontanéité que l'on ne rencontre que dans des personnes animées du plus pur patriotisme.

• Dès ma première visite à M. le maréchal Sebastiani, ce haut personnage voulut bien se charger de me procurer une entrevue avec MM. le ministre et le sous-secrétaire d'Etat des travaux publics, chez lesquels il a daigné m'accompagner lui-même. Là, non seulement il prit la défense de notre ville, mais, indépendamment de la question du port, il plaida avec une éloquente énergie en faveur de nos routes et d'autres travaux d'utilité publique. C'est ce même jour, qu'il fit ressortir les avantages et l'aptitude de l'anse St-Nicolas pour l'établissement d'un port vaste et sûr; c'est aussi à la suite de ses remontrances, que MM. le ministre et le sous-secrétaire d'Etat promirent d'affecter trois ou quatre millions à ces constructions maritimes.

• Cependant, les travaux déjà trop avancés des chambres législatives, ne permettant point que dans la session actuelle, on s'occupât de notre port, dont le projet n'était encore, pour ainsi dire, qu'à l'état d'embryon, M. le ministre a pris l'engagement de faire remplir les formalités nécessaires, pour que la loi puisse être rendue dans la session prochaine.

• Mais, tandis que le gouvernement manifestait des intentions si bienveillantes, et nous faisait des promesses aussi formelles, d'autres dispositions dictées par un certain esprit d'économie, se faisaient jour dans des régions moins élevées. La question assujettie à d'étroits calculs de dépense allait être à jamais compromise, sans l'action de l'influence tutélaire qui, de nos jours, a contribué et concourt encore à faire repandre sur la Corse d'insignes et de nombreux bienfaits.

• Grâce à la paternelle intervention de M. le maréchal, le projet rétréci que la majorité de la commission avait définitivement arrêté de faire adopter par le conseil général des Ponts-et-Chaussées, a été enfin écarté. Il n'est plus resté en dé libération que le projet d'agrandissement du port actuel, au moyen de la digue curviligne, et cela bien plus important de la construction d'un nouveau port, dans l'anse St-Nicolas. Les deux lettres à MM. le ministre et le sous-secrétaire d'Etat des travaux publics, publiées par l'Insulaire,

vous ont sans doute fait connaître les arguments que j'ai fait valoir, pour reporter la question sur son véritable terrain, où je l'ai laissée en quittant la capitale.

• Telles sont, Messieurs, les diverses phases subies par cette grande question; telle est la situation, lorsque de longs et inévitables retards dans la marche administrative, m'ont déterminé à la confier exclusivement à la sollicitude de notre illustre protecteur.

• Je viens d'apprendre par une lettre de M. de Silguy, rapporteur de la Commission, que le Conseil général des ponts et chaussées a émis récemment l'avis, qu'il y a lieu de mettre simultanément aux enquêtes les projets indiqués en dernier lieu par la Commission. Ces projets comprennent la construction d'un nouveau port à St-Nicolas, évalué à 3 millions environ, et subsidiairement l'amélioration de l'ancien port, au moyen d'une digue curviligne de 955 mètres de longueur, partant de la pointe du Dragon, et d'une autre digue de protection de 115 mètres en longueur, au nord. Ces derniers travaux s'élevaient à deux millions environ.

• Je ne puis, MM., passer sous silence les démarches pressantes que M. le Général, commandant la première division militaire, n'a cessé de faire aussi de son côté, auprès des hauts employés de l'administration des ponts et chaussées. Dans les conférences que j'ai eues avec MM. le Ministre et le Sous-Secrétaire d'Etat des travaux publics, j'ai eu lieu de reconnaître et d'apprécier leurs intentions bienveillantes envers notre ville. Nous leur devons, Messieurs, ainsi qu'à l'honorable rapporteur de la Commission, un juste tribut de reconnaissance.

• Pour ce qui me concerne, quoique mes intérêts particuliers me portassent naturellement à appuyer le port actuel, j'ai néanmoins insisté pour faire adopter de préférence le projet du nouveau port dans l'anse St-Nicolas, parce que en ma qualité de maire, je ne pouvais me préoccuper que de l'intérêt général, et je ne devais avoir d'autre but que celui d'assurer l'avenir de notre ville.

• Grâce soient donc rendues à M. le Maréchal, et pour ce qu'il a déjà fait, et pour ce qu'il a l'intention de faire encore. Car, Messieurs, il faut le dire, il n'est point d'homme plus porté pour le bien de son pays. Tous les jours il aimait à s'entretenir des améliorations réclamées par l'état actuel de la Corse: le port de Bastia, le Palais de Justice, un chantier de construction dans le golfe d'Ajaccio, le dessèchement des marais, les routes etc. etc. fesaient l'objet de ses conversations journalières. Que dirai-je enfin à l'égard de l'intérêt spécial que M. le Maréchal m'a démontré pour notre ville? Qu'il me suffise de vous dire qu'il a comblé de prévenances votre représentant, qu'il ne cessait de s'enquérir de tout ce qui peut intéresser notre cité, et je ne crains pas de proclamer hautement, que nous pouvons considérer MM. les frères Sebastiani comme les véritables soutiens des intérêts de notre pays auprès du Gouvernement du Roi.

• Je crois inutile, Messieurs, de devoir exciter en cette occasion vos sentiments de reconnaissance envers l'auguste Dynastie de Juillet. Les Corses n'ont jamais été des ingrats; et il n'y a point de Corse qui ne sache que depuis l'avènement du Roi des Français, chaque année a été signalée par de nouveaux bienfaits, et qu'une ère nouvelle de bien-être et de prospérité a commencé à luire pour notre département. Que Dieu conserve le Roi!

Le Conseil après avoir entendu le rapport, a voté à l'unanimité des remerciements à M. le Maire et un témoignage de reconnaissance envers MM. les frères Sebastiani.

La nouvelle Loi sur la Chasse est en vente à la librairie Fabiani. Brochure de 8 pages en-8^e, prix 10 cent.

Par ordonnance du roi du 14 avril dernier, M. Giordani (Alibert-Oscar), sous-lieutenant des grenadiers au 49^e de ligne a été nommé, au choix, lieutenant au même corps.

L'ECOLE SPÉCIALE PRÉPARATOIRE À LA MARINE dirigée par M. Lorient, sous le patronage du Prince de Joinville, ouvrira le 10 juillet prochain, un nouveau Cours d'Etudes préparatoires. Ce Cours qui, dans l'intérêt des Elèves, arrivés ou pressés par l'âge, (on n'est point admis à l'Ecole navale après 16 ans) sera continué pendant les vacances, a pour but de leur faire gagner du temps en les mettant en état d'être admis, à la rentrée des classes, dans une division supérieure et par suite de se présenter, un an plutôt, aux épreuves du concours.

Les Elèves sont reçus de 10 à 16 ans. S'adresser au Directeur, Rue Neuve St^e Geneviève, N^o 11, à Paris.

Nouvelles Diverses.

— Le 3 mai, le ministère espagnol a été constitué de la manière suivante :

M. le général Narvaez, ministre de la guerre, avec la présidence du conseil.

M. le marquis de Villuna, ministre des affaires étrangères.

M. Mon, ministre des finances.

M. Pidal, ministre de l'intérieur.

M. Mayans, ministre de la justice.

M. Armero, ministre de la marine.

— Un wagon a brûlé le 5 mai au chemin de la rive gauche de Versailles non loin de la chapelle dédiée à Notre-Dame-des-Flammes. C'était aussi le jour où les grandes eaux de Versailles jouaient à l'occasion de la fête du Roi, qu'eut lieu il y a deux ans, la terrible catastrophe du 8 mai; cette fois, heureusement, personne n'a souffert de l'accident, les portières des wagons étant ouvertes, les voyageurs ont pu sortir à temps. Le feu avait pris par suite du frottement des roues et des rails. La locomotive n'y était pour rien.

— On lit dans le *Journal de l'Aube* du 5 :

Nous recevons à l'instant une effroyable nouvelle. Un sinistre épouvantable a éclaté le 2 mai et a réduit en cendres toute la commune de Villon, située à 15 kil. de Tonnerre.

En moins de trois heures, 150 maisons sont venues la proie des flammes. La maison Commune est seule restée debout. Le vent soufflait avec une telle violence qu'il a été impossible de rien sauver. Une femme et un enfant ont péri dans les flammes. Plus de 300 personnes sont maintenant sans asile et sans pain.

Le feu a été mis, dit-on, par un vieillard aveugle; les pertes sont encore inconnues, on rapporte que le notaire a pu sauver seulement ses minutes.

— On assure que M. Thiers a terminé son histoire de l'Empire et qu'il doit faire remise à l'éditeur de son manuscrit lundi prochain. L'éditeur aura à compter 500,000 fr. à M. Thiers.

— A la fin de 1840, les revenus de toute nature perçus en Algérie s'élevaient à 4 millions 405,317 fr.; les contributions payées par les Arabes y figuraient seulement pour 288,000 fr.; pendant 1841 et 1842, les impôts augmentaient de 1 million 600,000 fr. environ par année; en 1843, ils ont atteint le chiffre de 10 millions 11,711 fr. 75 c. Ce qui donne sur l'année précédente une augmentation de 2 millions 288,000 fr. 75 c.; les

impôts arabes sont compris dans ce total pour 1 million 935,425 fr.; auxquels il faut ajouter 900,833 fr. dus par l'intendance militaire pour prix des denrées versées dans ses magasins, et qui ne pourraient figurer que dans les comptes de 1844.

En outre, il a été perçu 5 millions 954,393 fr. 68 c.; qui sans être acquittés à titre d'impôts ou de revenus, n'en constituent pas moins une ressource réelle pour le trésor, en sorte que l'ensemble des recouvrements effectués en 1843 s'élève à 15 millions 966,605 fr. 43 c.; les recettes générales de 1841 étaient de 11 millions 727,850 fr. 13. — Augmentation : 4 millions 238,755 fr. 30 cent.

— Acquiescement de l'abbé Moutonnet. Traduit devant la Cour d'Assises de Carpentras sous la double accusation d'avoir excité à la haine et au mépris du gouvernement du Roi et d'avoir cherché à troubler la paix publique en excitant la haine ou le mépris de ses concitoyens contre une ou plusieurs classes de personnes, l'auteur de l'Abolition du monopole universitaire, M. l'abbé J. Moutonnet, docteur d'Avignon, a été acquitté à l'unanimité par le jury sur tous les chefs d'accusation. (La Presse.)

— Les journaux anglais ont parlé d'une vente d'objets ayant appartenu à Napoléon, dans la succession de sir Hudson Lowe. On cite des chaînes, des fauteuils, un secrétaire, des montres, des médaillons, des croix, des cheveux de l'Empereur et du roi de Rome, le tout certifié véritable par M. Marchand.

Aujourd'hui l'ancien valet de chambre de Napoléon, dément les assertions des journaux anglais, et dit :

« Il existait à Longwood deux plants en forme de fauteuil à l'usage de l'Empereur pour s'asseoir autour de son habitation; l'un de ces plants lui était particulièrement affecté comme plus grand et plus comode, l'autre était pour la personne qui l'accompagnait. Le premier m'est échu en partage, et après l'avoir gardé long-temps j'en ai fait cadeau à la reine Caroline, sœur de l'Empereur, à l'époque où cette princesse était à Paris. L'autre est tombé en partage au grand maréchal ou au comte Montholon.

L'Empereur est arrivé à Ste-Hélène avec une seule montre, elle est de Lépine; cette montre quelques années plus tard a été échangée avec celle du grand maréchal; l'Empereur en la lui remettant rattache un souvenir de gloire à ce don : « Tenez, Bertrand, dit-il, elle sonnait deux heures de la nuit à Rivoli, lorsque j'ordonnai à Joubert d'attaquer. » Deux autres montres ont été achetées pendant la captivité de l'Empereur : l'une m'a été donnée par lui et l'autre portée sur l'inventaire après sa mort, ainsi que celle qui avait appartenu au comte Bertrand. Ces deux montres ont été remises à la famille impériale après la mort du roi de Rome. La montre dite de Bréguet, vendue à Londres, n'a donc jamais appartenu à l'Empereur.

Il est très vrai que j'ai donné à M. Lemetbeyer lieutenant de frégate, quelques cheveux de l'Empereur Napoléon, coupés après sa mort; mais il est faux que les rubans aient été portés par l'Empereur; ils ont été coupés après trois petites pièces de rubans de la couleur de ces différents ordres.

Quelques soient mes regrets d'affaiblir ou d'annuler l'intérêt des objets achetés, je vous prie de vouloir bien dans l'intérêt de la vérité, insérer les observations que j'ai l'honneur de vous adresser.

L'un des exécuteurs testamentaires de l'Empereur Napoléon,

Signé : MARCHAND.

Feuille d'Annonces Légales.

ers doivent être adres-

[687C,

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI

Mais, comme pour montrer que la gloire et l'avenir de la France ne se réduisent pas à si peu, quelques grands qui se soit en peu, les deux tribunes législatives discutent, avec autorité, avec lenteur, avec éloquence, deux lois, toutes morales, toutes civilisatrices, qui doivent donner à l'enseignement, à l'éducation publiques un nouveau stimulant, une règle et un développement féconds, et s'efforcer de tarir ou d'amoinir, en régénérant les esprits coupables, et en rectifiant les volontés mauvaises, les passions criminelles qui existent toujours là où l'homme, une société se rencontrent. Réformer les prisons par un système plus étendu, qui punisse et améliore en même temps; résoudre le problème le plus difficile, celui de l'éducation publique et cela au moyen du principe de liberté que la révolution de 1830 a largement répandue dans toutes ses œuvres et que ses adversaires attaquent avec tant d'énergie, profitant des armes qu'elle leur a données, voilà qui complète l'exposition de Paris, lui donne un sens et un portée qui doivent rassurer tous les esprits. Ainsi l'opposition est-elle à peu près désarmée. L'importance des événements, la force de réaction à ses petites querelles si ridicules, parce qu'elles ne sont que petites ou personnelles, qu'elle sait si bien assaillir et estreindre.

Au moins un dernier mot pour clore ces

« Le Journal se demande, en rapportant ces faits, si l'on ne se croirait pas dans un pays où le ministère public et l'autorité administrative appartiennent à deux nations différentes. « Quel spectacle ajoute-t-il, offert aux populations ? Quelle confusion et quelle influence morale peuvent acquiescer, dans de semblables luttes, les depositaires de diverses parties de l'au-

torité publique ? » (France administrative. — Mai 1842.)
 « Un autre fait bien douloureux doit être placé, c'est que le 22 du canton de Luri (M. Esté), concourant aux élections municipales de sa commune, en juin 1842, son nom sortit de l'urne, et il fut proclamé. L'élection fut alors nulle, et le conseil de perfection public de prétendus manœuvres dont il n'avait certes pas à connaître, car la question était administrative, et le conseil d'Etat pouvait seul être saisi. M. Chais n'en donna pas moins le juge-de-peace au garde-des-sceaux, et demanda des mesures de rigueur, qui ne pouvaient être que la destitution.

« Or, le magistrat ainsi traité, était l'un des hommes les plus honorables de France. — Maire de sa commune, il avait fait établir une magnifique route vicinale, ce qui lui avait valu la promesse de la croix de la Légion d'honneur. — Deux fois du membre du conseil-général, il était fait remarquer par son savoir, son expérience et son infatigable amour du bien public. — Ayant de la fortune, il faisait constamment travailler les pauvres de son canton, dans le seul but de leur procurer des moyens d'existence; et c'est un pauvre homme qui, après vingt-cinq ans de fonctions publiques honorables et loyalement exercées, devint le point de mire de l'ingratitude persécution du procureur-général. Lors de cette persécution, le préfet de la Corse était à Paris: il voulut voir le garde-des-sceaux. Le général Tiburce Sébastiani, et M. L'imprimé, député, se joignirent à lui. La vérité fut racontée, et M. Martin (du Nord) se déclara satisfait. On ne se contenta pas de cette démarche: on voulut que le dossier de M. Esté, on se trouva le poison distillé contre lui, renfermé aussi le contre-poison et deux épousailles écrites sur un memorandum justificatif adressé au garde-des-sceaux, y furent déposées.

« Mais hélas! le noble cœur de l'homme de bien fut brisé à l'idée de l'injustice dont il était l'objet. Il n'avait rien à craindre, mais la blessure était incurable et le chagrin éteignait cette vie le 1^{er} avril 1841. Par qui ce malheur moral s'est-il été accompli? La conscience publique en Corse a depuis longtemps posé la question. — Mieux éclairé, M. Chais a éprouvé des regrets. Mais que peuvent des regrets sur une tombe? Ils ont servi à une malheureuse veuve et sur des enfants, mais ils ne peuvent-ils servir à la douleur d'une personne arrivée d'un bienfaiteur et d'un père ? »

Quelques journaux avaient avancé que le Consul de France à St-Domingo avait pris une part directe aux troubles qui agitent en ce moment Haiti. Voici ce que nous trouvons à cet égard dans un journal Américain, qui assigne à notre Consul le rôle honorable de protecteur des vaincus qui convie à bien aux représentants de la France et qui repousse ainsi les accusations émises à cette occasion par divers journaux. On lit dans le Constitutionnel :

« L'article du *Courrier des Etats-Unis* du 6 mai, veut justifier l'opinion que nous avons émise d'abord au sujet des accusations portées contre notre Consul à Santo-Domingo. M. Juchereau de Saint-Denis est bien intervenu dans un traité, mais c'était le traité de capitulation des troupes commandées par le colonel D. Hérard, fils du président de la république, relatif à la remise de la place de Santo-Domingo aux insurgés, et dont notre Consul a été le médiateur pour éviter une effusion de sang inutile. Cet acte est du 28 février, antérieur d'un mois, par conséquent, aux massacres du Port-au-Prince et des Cayes, dont on ne pouvait avoir aucune connaissance à New-York, le 6 avril, date de la publication du *Courrier des Etats-Unis*, qui rapporte textuellement l'acte de capitulation, avec des éloges pour M. Juchereau de Saint-Denis, homme estimé de tous les partis. »

le prévenu, Rostini les contient par son courage et donne ainsi le temps au détachement des voltigeurs corses d'arriver. Colombani a été écroué dans les prisons de Corte.

Le 28 du même mois le détachement de voltigeurs corses de Castineta, commandé par le sergent Piloni et la brigade de gendarmerie de Morosaglia, ont arrêté quatre individus sous mandat d'ameuser.

Le 29, le caporal Leonetti, commandant le détachement de Ste-Lucie de Moriani, ayant sous ses ordres cinq voltigeurs corses a arrêté en flagrant délit la nommée Marie Vidona, veuve Battisti, qui venait de tuer au moyen de trois coups de silex la nommée Grace-Marie Santolini.

Enfin le 7 du courant le commandant de la 3^e compagnie reçut quatre mandats d'ameuser délivrés par M. le juge d'instruction de Bastia, contre quatre individus. Le sergent-major Ottaviani, en l'absence du capitaine, donna ordre au caporal Rossi de partir à la tête du détachement de Cerivione et d'agir de concert avec le détachement de Ste-Lucie de Moriani, commandé, comme nous l'avons déjà dit, par le caporal Leonetti. Ces militaires ont si bien combiné leurs opérations que le résultat a été complet. Les quatre prévenus ont été arrêtés le 8 et mis entre les mains de la justice.

Tous ces faits témoignent de l'activité de la force armée et font honneur particulièrement aux voltigeurs de la 3^e compagnie, commandée par le capitaine Laurelli. (Journal de la Corse.)

NÉCROLOGIE.

M. Multedo, receveur particulier des finances à Bastia, a succombé le 9 de ce mois, à une courte et douloureuse maladie de huit jours. Il est mort sans effort et sans douleur, de la mort du juste, résigné, entre les bras d'un fils affectueux et de ses nombreux amis. Hélas! Une consolation lui a manqué dans ce moment extrême. L'aîné de ses fils, sous-préfet à Issengeaux, n'était pas auprès de son lit pour lui prodiguer les derniers soins, pour lui dire son dernier adieu. C'est qu'il n'y a point de vertu qui n'ait à essayer quelque amère épreuve dans la vie. Il faut que la piété filiale et la tendresse paternelle gémissent elles aussi sous la loi commune, dont il n'est pas donné à l'homme de sonder les profonds mystères. Ce n'est point sur la terre, mais dans le ciel que la vertu obtient le prix qu'elle mérite.

M. Multedo, digne de nos éloges et de nos regrets, était un de ces hommes rares qui aux qualités du cœur joignent les qualités de l'esprit. Il avait un sens droit, profond, plein de justice et de vigueur. La vérité pour lui était rarement enveloppée de nuages. Donné d'un caractère loyal, il abhorrait l'intrigue autant qu'il aimait la justice, se faisant toujours un chagrin du triomphe de l'imposture sur la vérité. Il ne pardonnait point dans les autres ce qu'il ne pouvait souffrir en lui-même, l'orgueil et l'ingratitude. Aussi était-il l'ami du pauvre comme du riche, des petits comme des grands, tendant souvent aux uns une main secourable, et réveillant dans les autres les plus vives sympathies qui commandaient l'estime et les égard.

Il avait un cœur vraiment chrétien; jamais la haine ou l'envie n'en ont souillé la pureté. S'affligeant du mal qui arrivait à autrui, il souffrait patiemment le sien.

Il ne voulait d'autre récompense du bien qu'il faisait à ses concitoyens, que le sentiment de l'action même, bien convaincu que c'est là le plus noble attribut de l'homme sage. — Simple dans ses manières, modeste dans ses paroles, avisé dans ses actions, doux, humain, charitable, aussi bon père de famille et honnête citoyen, qu'il

avait été excellent époux, M. Multedo vivra longtemps encore dans la mémoire de ses compatriotes, toujours regretté de ses parents et de ses amis.

Nommé en 1808 receveur particulier des finances à Bastia, M. Multedo a toujours honorablement rempli les devoirs de sa charge. Sa délicatesse allait jusqu'au scrupule, et jamais elle n'a été trouvée en défaut. La vigilance en lui égalait l'activité et le savoir faire. Plus d'une fois dans l'exercice de ses fonctions, il a trouvé le moyen de pratiquer les plus hautes vertus en conciliant les besoins des contribuables pauvres avec les intérêts du gouvernement. Sa bourse a généreusement rempli des vides. — Tant de rares qualités lui ont mérité la croix de la Légion d'honneur qu'il a eue sans l'avoir demandée. Nous savons aussi de bonne source que le roi émit à la veille de lui donner une plus haute marque de confiance en l'appelant à une recette générale, et de récompenser ainsi ses longs et honorables services. Mais l'heure que Dieu avait marquée pour l'appeler à lui était déjà sonnée! Il a vécu! pleurez donc sur lui, et vous qui l'appeliez votre père, et vous qui l'appeliez votre bienfaiteur. Hélas! vous ne le verrez plus! Et vous, fils chéri d'un père si tendre, qui trouvez-vous assez de consolation pour adoucir les angoisses d'une douleur si amère? Vous en trouverez dans cet enfant qui vous sourit, vous en trouverez dans sa mère, dont la tendresse et les vertus font revivre la mémoire de la vôtre, que vous avez perdue dès l'enfance; vous en trouverez dans vos oncles, qui sont encore pleins de vie et de jeunesse. Enfin vous en trouverez dans votre caractère et votre piété, dans les souvenirs du passé et dans la belle perspective de l'avenir qui vous attend.

ENCORE UN EXILÉ QUI RENTRE !.....

Te souvient-il encore, quand sombre et plein de veilles
 Ton ciel, ô mon pays, te cachait les étoiles,
 Quand Gènes bérissait le sort de tes enfants,
 O ma Corse, abattant sur tes plages si belles,
 Comme un aigle échardé sur ses frémissements alpes,
 Ses vils bataillons triomphants ?

Pour consoler tes maux, l'avenir en silence,
 Semblait aux malheureux, te laisser l'espérance;
 L'ennemi ricanait de la gloire en lambeaux,
 Souriait aux souples de ta liebre brûlante,
 Et, vierge échevelée et presque agonisante,
 Tu disais grâce à tes bourreaux.

Comptant n'être plus pour réveiller dans l'ombre
 Ce peuple, où les Brutus étaient en si grand nombre;
 Son souvenir vivant, malgré tous les affronts,
 Fessait, comme un éclair traversant les nuages,
 Jaillir un peu d'espoir au fond de nos courages,
 Un peu de gloire sur nos fronts !

Quand, sous l'aile du vent, grondant d'un âpre haleine,
 Le vaisseau voyageur sent fremir sa carène
 Et le flot se briser contre ses flancs d'airain,
 Le tremblant nautonnier se répand en prière,
 De son dernier regard il cherche en vain la terre
 Et la recherche encore en vain !

Pareils à ces rochers qu'ont surpris les orages
 Nous retournons les yeux vers de lointains rivages,
 Pour y chercher un astre, un phare éblouissant,
 Mais seuls, pour insister à nos malheurs funèbres,
 Le maître et le tyran du milieu des ténèbres,
 Nous répondaient en ruisant.

II.

Mais toujours le Ciel bien succède à la tempête;
 Le sourire aux souples; après le deuil, la Rite;
 Après le noir regret vient la sérénité;

Après l'adieu malheur qui nous brise et nous brise,
 Le sommeil de nos maux, le bonheur et la joie;
 Après les larmes, la liberté!

Et de tous ces grands Rois, profaneurs sublimes,
 Personne, excepté Dieu, ne sait punir les crimes,
 Ni tirer de l'abîme un peuple enseveli;
 Lui seul, espoir fidèle au malheureux qui prie,
 Au berceau d'un enfant réveille le génie,
 Un astre, un destin... PAOL!

Et maintes fois alors dans les bois solitaires,
 Le Seigneur lui parlait, du haut des nuées entières,
 Et comme un fils d'Amram au hant du Sinaï,
 Allumant son génie au milieu des tempêtes,
 Il rêvait un projet plus beau que les conquêtes,
 La liberté de son pays!

Il fut grand. — De la vie il sondait le mystère; —
 Législateur, si fut pour sa patrie un père;
 Guerrier, il atteignait l'étoile des guerriers;
 Et, pour couronnement à sa grandeur finie,
 Au sacre du malheur, aussi que tout génie,
 Il alla tremper ses lauriers!

III.

Nos vœux, nos souvenirs, les feux du Ciel sans nombre,
 Pendant un demi-siècle, ont veillé sur ton ombre;
 Reviens, si tu es en temps: oh! reviens, mon Sauveur!
 Ton exil est fini; nous le fraies symphonie,
 Dis-moi que tu disais les vents de chaque aurore,
 Quel rêve d'or berçait ton cœur?

Que te disait l'exil? Dormais-tu? Tu pensais,
 Durant ces longues nuits, de songes traversées,
 Veillait-elle, humble fleur germant sur ton tombeau?
 Traçait-elle à tes yeux le tableau de nos gloires,
 La Colonne et son Dieu, nos fameuses victoires,
 Amsterdamm, Ulm, Wagram, Eylau?

Suivais-tu, par moments, sur les plus hautes cimes,
 Notre aigle impérial dans ses courses sublimes?
 Oh! lorsque dans le Ciel, il recherchait son Dieu,
 Escaladant l'orage en son âpre collier,
 L'éclair dans ses regards, la foudre dans sa serre,
 Son vol sillonnait l'air de feu!

Parfois, quand la tempête éveillait ta grande âme,
 Voyais-tu les débris écrits en traits de flamme,
 Dans le Ciel, comme au front d'un fumant Panthéon,
 Les destins de Paris, plus beaux que ceux de Sparte,
 Et deux fois le tonnerre épargner Bonaparte
 Et foudroyer Napoléon?

IV.

Hélas! à quel toi, sur le sol d'Angleterre,
 Il vint pour son cercueil chercher trois pieds de terre,
 Y vivre loin du trône et loin des envieux,
 A l'ombre de sa gloire achever sa carrière,
 Et, rêveur, un instant regarder en arrière
 Avant qu'il dût fermer les yeux!

Mais la foi de Simon fut la foi d'Angleterre!
 Ah! du moins pour toi seul, ô mon chef populaire,
 L'Anglais n'eut point de croix, ni goliard profanant,
 Ni prison, ni rocher, ni pilori, ni haine,
 Ni d'affreux Golgotha, ni d'après Sainte-Hélène,
 Ni d'Hudson Lowe impertinent.

— Oh! reviens habiter les lieux qui l'ont vu naître,
 Ton pays, dont tu fus le Dieu, jamais le maître,
 Hélas! qui t'a coûté tant de longs jours de deuil!
 Mais tu fus grand. — Silence. — En sa tombe fermée,
 Laissons dormir en paix cette ombre bien aimée,
 N'interrogeons plus le cercueil!

Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry, partira de Bastia pour Ajaccio le 31 courant à 8 heures du soir, le 1^{er} juin au matin, il relâchera à l'Île-Rousse et Calvi et sera à Ajaccio dans l'après-midi: le 2 à 6 heures du matin, il partira pour Propriano et sera de retour dans la journée.

Il repartira pour Bastia le 3 à 7 heures du soir touchant de même à Calvi et l'Île-Rousse.

Il y aura, le 31 du mois, une éclipse totale de lune, visible à l'œil nu. L'éclipse commencera à 9 heures 54 minutes du soir, et cessera à une heure 26 minutes du matin.

— Les personnes atteintes de mal de dents trouveront un prompt soulagement dans l'emploi de l'Eau O'Meara, qu'on peut se procurer à Bastia chez M. Giralt pharmacien et dans toutes les villes. Cette préparation est très salutaire aux gencives et à l'emul dentaire. (6899).

Nouvelles Diverses.

— M. l'Amiral de Mackau, ministre de la marine, a donné, à la Chambre des Pairs, communication d'un projet de loi tendant à préparer l'émancipation des esclaves dans les colonies françaises.

Le projet a pour but d'après l'exposé des motifs, de régler les conditions principales du régime intermédiaire par lequel les noirs doivent être préparés à prendre place dans la société coloniale. Ces conditions concernent: 1^o La nourriture et l'entretien que les maîtres doivent à leurs esclaves; 2^o Le régime disciplinaire; 3^o La fixation des heures de travail; 4^o Le mariage des esclaves et leur instruction religieuse et élémentaire; 5^o Le pécule des esclaves et leur droit de rachat.

— On lit dans le *Courrier Français*: Une maison de banque de Paris, la maison Gaccia, vient de déposer son bilan. On évalue le passif de la faillite à plusieurs millions. Plusieurs membres des deux chambres, avaient fait, dit-on, des dépôts considérables dans cette banque. M. Gaccia était le banquier du pape.

— Le steamer l'Acadia est arrivé à Liverpool avec des nouvelles des Etats-Unis. Le traité de l'annexion du Texas aux Etats-Unis a été signé le 12 avril par M. Calhoun pour les Etats-Unis, et par M. Van Zandt de la part du Texas.

— A la maison de correction de Boston, le châtiment ordinaire est un bain glacé. On place le coupable dans un tonneau et l'on jette sur lui de la glace pilée. Il ne tarde pas à demander grâce. Les plus ardeurs ont été soumis de cette manière.

— Nous lisons dans le *Constitutionnel*: Un de ces écrits qui font sensation dès qu'ils paraissent vient d'être distribué à un certain nombre de membres des deux chambres et à quelques personnages politiques. C'est une *Note sur l'état des forces navales de la France*, remarquable par l'élévation des pensées, la justesse des aperçus et la précision de certains détails, qui prouvent que toutes les sources d'informations officielles ont été ouvertes à l'auteur de cet écrit. M. le prince de Joinville est désigné dans le monde politique comme l'auteur de ces pages empreintes d'un chaleureux sentiment de l'honneur national.

— Nous lisons dans le *Constitutionnel*: On nous communique des nouvelles du Port-au-Prince, du 8 avril, qui, tout en confirmant que la ville des Cayes a été enlevée le 8 au soir par un parti d'insurgés tendraient à indiquer qu'il ne s'agit pas d'une guerre de caste; les nouveaux maîtres du port des Cayes l'auraient proclamé eux-mêmes. Ce qu'ils demandent disent-ils, c'est l'exécution de la nouvelle constitution, qui a été votée le 30 décembre. Selon ces nouvelles, le principal ministre, M. Hérard Dumesle, en au-

rait suspendu l'exécution, après le départ du président de la république pour son expédition contre Santo-Domingo.

— Pour repousser l'idée d'une guerre de caste, on fait observer que parmi les ministres il y a un noir, M. Gelin: sur 28 commandants d'arrondissement, 21 sont des noirs; l'assemblée est composée d'une manière mixte; le président et le vice-président sont noirs.

Quant aux opérations du président contre les révoltés, voici ce que l'on apprend: Après un engagement dans la plaine de Neybe, entre une avant-garde commandée par le colonel Auguste Brouard et les Haïtiens espagnols, où quatre-vingt-dix hommes seraient restés sur le champ de combat, le président Hérard s'était avancé jusqu'à la petite ville d'Azua, qui n'est qu'à vingt-quatre heures de chemin de Santo-Domingo: c'est là qu'il a eu une longue conférence avec le contre-amiral de Moges, commandant la station française des Antilles. On avait livré au président Hérard le colonel haïtien espagnol Pimentel.

La partie espagnole ne renferme, malgré sa vaste étendue (les deux tiers de l'île) que 60,000 âmes de population, et n'est pas en état de lutter contre les forces supérieures du président.

— Ce n'est pas seulement à Metz que nous de vons avoir un camp de manœuvres, mais aussi dans les Landes près de la Teste. C'est M. le duc de Montpensier qui doit en avoir le commandement; des officiers du génie et de l'état-major, sont partis dernièrement de Paris pour faire préparer ce camp.

Ce camp doit se composer d'un régiment de cuirassiers, de 2 de chasseurs, d'un de hussards et d'un autre de dragons. Quant à l'infanterie, elle y sera représentée par dix régiments, forts chacun de deux mille hommes.

Aux magasins de la guerre situés au Gros-Carillon, on travaille avec une grande activité à la disposition et à l'envoi de tous les objets nécessaires à l'organisation des camps des Landes et de Metz.

La durée des camps sera de deux mois. Le ministre de la guerre s'est rendu au pavillon Marsan, où il a travaillé pendant près de deux heures avec M. le duc de Nemours. Il s'agissait de la désignation et du choix des officiers supérieurs et généraux qui doivent concourir au commandement des deux camps.

— M. le duc d'Aumale préparait, dès son retour à M'Gaons, une nouvelle expédition contre les Ouled-Sultan; il était impatient, ainsi que les troupes sous ses ordres, de tirer une vengeance éclatante de la mort de ceux de ses compagnons qui ont succombé glorieusement pendant le combat du 24, et c'est le 1^{er} mai qu'il avait choisi pour son entrée en campagne, les troupes ayant eu tout le temps de se remettre de leurs fatigues.

Le 1^{er} mai la petite colonne aux ordres de M. le duc d'Aumale a célébré la fête du roi en pénétrant dans les montagnes des Ouled-Sultan, qui, cette fois, ont été rudement châtiés. L'ennemi a été atteint par nos troupes qui l'ont culbuté avec une vigueur peu commune et pourchassé sur les hauteurs qu'il croyait inaccessibles. Nous avons fait un grand carnage de ces farouches montagnards, qui, poursuivis jusques dans leurs derniers retranchements, se jetaient pour la plupart dans de profonds ravins pour échapper à la baïonnette de nos soldats. La journée a été bonne; nous avons obtenu, on peut le dire, un succès complet.

Nous n'avons eu qu'un petit nombre de blessés, et encore les blessures sont-elles en général très légères, tandis que les Ouled-Sultan ont jonché de leurs morts les montagnes où ils s'é-



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'étranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 50 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées en France.

étaient retirés. A la suite de cette affaire, qui paraît avoir produit une grande impression dans la contrée, diverses tribus ont envoyé des chefs vers le duc d'Aumale avec mission de traiter de leur soumission. Mais le prince paraissait disposé à demander des garanties sûres, et il ne quittera le pays que lorsqu'il les aura obtenues.

LETTRES PARISIENNES.

PIANO DE M. PAPE.

Parmi les plus remarquables produits de l'exposition nationale qui va s'ouvrir, on remarquera au premier rang les pianos à huit octaves, de M. Pape, qui occupent, à l'heure qu'il est, tout le monde dilettante, et qui ont déjà reçu l'approbation des maîtres de l'art. — M. Fétis père, directeur du Conservatoire de Bruxelles, dont l'opinion fait foi en ces sortes de matières, a porté, dans la *Gazette Musicale* du 24 mars dernier, un jugement motivé dont nous extrayons les passages suivants :

« J'ai non-seulement examiné avec soin les derniers pianos de M. Pape dans tous leurs détails, mais je les ai joués, et j'en ai trouvé le mécanisme aussi facile que prompt, le son puissant, moelleux et chantant. Ses pianos en forme de table hexagone, de la dimension d'une table de salon, offrent dans cette petite caisse de peu d'épaisseur les phénomènes d'une puissance de son qu'on croirait sortir d'un grand instrument et de l'étendue des pianos ordinaires. Rien de plus ingénieux que la disposition croisée des cordes de ce piano, et que celle du clavier mobile, et du mécanisme. C'est en son genre un chef-d'œuvre de simplicité dans sa conception et dans son exécution. Sans être partisan de l'étendue toujours croissante que certains facteurs donnent à leurs pianos, M. Pape éprouvait le besoin de fixer des limites telles que la variation continuelle de ces instruments eût un terme. Pour cela, il a tracé en dernier lieu le plan d'un grand piano de huit octaves complètes, c'est-à-dire l'étendue que l'orgue le plus complet dans son plus grand développement, depuis sa note la plus basse du son le plus grave jusqu'à la note la plus élevée du son le plus aigu. Descendant une quinte plus bas que les grands pianos ordinaires, c'est-à-dire au contre *fa* grave, cet instrument monte jusqu'au contre *fa* aigu. Les dernières notes graves ont une majesté imposante. Quant aux dernières notes sur-aigües, les cordes en sont si courtes et les vibrations si rapides, qu'elles ont peu de sonorité par elles-mêmes; mais lorsqu'elles sont harmonisées avec les notes de l'octave inférieure, leur timbre devient beaucoup plus clair et d'une facile perception. En cet état, on peut affirmer que l'étendue du piano a atteint ses dernières limites. M. Pape, ayant compris que lorsqu'on n'en fait point usage, cette étendue extraordinaire peut être gênante pour l'exécutant, a combiné des boîtes qui s'ajustent sur le clavier pour le réduire aux dimensions habituelles, mais dont on peut découvrir à volonté une, deux, ou trois notes.

« Considérée en elle-même, l'énorme étendue de ces pianos n'aura peut-être pas un grand intérêt aux yeux des artistes qui cherchent avant tout une signification sérieuse à la musique; mais la puissance sonore qu'elle ajoute au reste de l'instrument ne saurait être contestée, et je ne crains pas de déclarer que je ne connais pas de grand piano de concert dont l'énergie soit comparable à celle des instruments de cette espèce. J'ai entendu, pendant mon séjour à Paris, un très-bon morceau à huit mains, pour deux pianos à huit octaves, composé par M. Pixis et exécuté

par lui, MM. Osborne, Rosenbain et Wolff, sur deux des nouveaux pianos de M. Pape, et jamais musique de ce genre ne m'a paru avoir un pareil effet. De plus, malgré cette grande puissance, le son était clair, limpide, et, dans la plus grande vitesse du mouvement, toutes les notes paraissent avec une remarquable netteté.

« Depuis longtemps les pianos carrés de M. Pape s'étaient fait une réputation par leur sonorité et leur solidité à toute épreuve; dans leur état actuel, ces instruments sont réellement la réalisation complète de l'instrument le plus simple et le plus rationnel. Le savant et ingénieux facteur vient de mettre le comble à sa gloire en donnant les mêmes qualités aux grands pianos, réunies à la puissance sonore et à la légèreté du mécanisme. Les grands artistes nomades qui voyagent pour se faire entendre, et qui changent de piano comme de vêtements, n'attacheront peut-être pas une grande importance à cette simplicité de construction dans laquelle les frottements sont évités avec soin, ce qui est la condition nécessaire pour la solidité; mais le piano est un instrument d'un prix si élevé, que le public n'aura pas la même indifférence.

« Je crois devoir ajouter une considération très importante en faveur des instruments de M. Pape. On sait que lorsqu'un accident arrive à un piano construit suivant les principes du mécanisme anglais, de celui de Petzold ou de tout autre, il faut nécessairement cesser la musique jusqu'à ce qu'on ait trouvé l'ouvrier nécessaire pour faire la réparation, ce qui n'est presque jamais possible à l'instant même; mais le mécanisme de M. Pape est simple et de si peu de volume, que les touches, les marteaux, étouffoirs, tout enfin ne forme qu'une boîte de la longueur du clavier, et d'environ 8 pouces de largeur. Or, les parties de ce mécanisme sont si bien combinées qu'on peut l'ôter du piano pour le poser sur un autre, où il s'adapte parfaitement. Il est donc facile d'acheter deux mécaniques avec un seul piano et si par hasard il survient un accident, le changement pourra être effectué dans l'espace d'une minute environ, par la première personne venue, et la musique ne sera point interrompue.

« J'ai voulu, dans cette article, constater les importantes inventions d'un artiste aussi persévérant dans ses recherches, qu'ilabile et consciencieux, et contribuer autant qu'il est en moi à ce que justice soit rendue à de si utiles travaux. Il y a toujours un temps où le vrai devient évident; mais il n'est pas sans importance que ce soit pendant la vie de celui qui a découvert la vérité.

FÉTIS père,
Directeur du Conservatoire de Bruxelles.

CHIEFS-D'OEUVRES DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

Grand in-18 format anglais avec portrait. Prix TROIS FRANCS le volume.

THÉÂTRE COMPLET de J. Racine, précédé d'une notice par M. Auger, 1 volume.
THÉÂTRE DE VOLTAIRE, 1 vol.
LA NOUVELLE HÉLOÏSE, de J. J. Rousseau, 1 vol.
HISTOIRE DE GILBEAS DE SANTILLANE, par Le Sage, 1 volume.
ROMANS DE VOLTAIRE, 1 volume.
EMILE OU L'ÉDUCATION, par J. J. Rousseau, 1 v.
OEUVRES DE BOUTEMME, avec des notes de tous les commentateurs, 2 volumes.
CORINNE OU L'ITALIE, par M^{me} de Staël, 1 vol.

OEUVRES LITTÉRAIRES ET POLITIQUES DE NAPOLEON, nouvelle édition, 1 vol. 2 fr.
NAPOLEON ANCIENNE 1813-1821, par Louis Geoffroy, 1 vol. 3 fr.

OEUVRES CHOISIES DE NAPOLEON, avec portrait, 1 vol. 3 fr.
HISTOIRE DE NAPOLEON ET DE LA GRANDE ARMÉE PENDANT L'ANNÉE 1812, par le C^{te} de Ségur, 1 vol. 3 fr.

MÉMORIAL DE S^{te} HÉLÈNE, par le C^{te} de Las Cases, 9 vol. 16 fr.
CONGRES DE VÉRONE, par M. de Châteaubriand, 2 vol. 3 fr. 50 c.

HISTOIRE DE L'HOMME AU MASQUE DE FER, par Paul-L. Jacob, 1 vol. 1 fr. 75 c.
LE MOINE, par M. G. Lewis, traduction nouvelle par Léon de Wailly, 1 vol. 3 fr. 50 c.

MÉMOIRES CORRESPONDANCE ET ŒUVRES INÉDITES DE DIDEROT, 2 vol. 6 fr.
MÉMOIRES DE JACQUES CASSANOVA DE SIENGAULT, 4 vol. 12 fr.

MÉMOIRES DU CARDINAL DE RETZ, 2 vol. 6 fr.
VOYAGE DU JEUNE ANACHARIS EN GRÈCE, par J. J. Barthélémy, 1 vol. 6 fr.

SIROP ANTI-NERVEUX.

L'expérience a prouvé son efficacité dans les convalescences traitantes, la langueur, le déprimisme, la débilité organique, les gastralgies, gastrites aiguës et chroniques. Chez les pharmaciens dépositaires de remèdes spéciaux, et directement chez Larose pharmacien à Paris, rue Neuve des Petits Champs, 26. (6900).

AVVISO.

La sera del 15 del corrente mese, a Pontepetro, presso lo stradone, è stato rinvenuto un sacco di grano ed alcune sacche piene d'acquavita. Il proprietario di detta robbia è pregato di dirigersi dal Sig. Sebastiani, curato di Lucciana.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 16 au 22 mai 1844.

ARRIVÉES.

Portovecchio. goëlette St-Joseph de 38 tx, c. Melcolin, planches.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, 3 voyages.

Marseille. bk-gite Assomption de 54 tx, c. Belgodere, plâtre.
Sunderland. brick anglais Grindon de 215 tx, c. Bodgers, houille.

Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota.
Gênes. bauf sardes Jésus-Marie de 18 tx, c. Fiegalo, riz et pâtes.

Macinaggio. gondole St-Simon de 8 tx, c. Filippini, vin.
Marseille. paquebot-poste Bastia de 120 chev., c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

DÉPARTS.

Marseille. paquebot-poste Bastia de 120 chev., c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, pass.

Livourne. bk-gite Assomption de 60 tx, c. Gentile, lest.
St-Florent. mk Assomption de 29 tx, c. Stretti, lest.

Livourne. bat. à v. Golo de 57 tx, c. Golo, pass.

Le Gérant N. TABAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Bastia.

Nous avons adhéré avec empressement à la patriotique pensée d'élever un monument à la mémoire de Paoli, et nous n'avons pas été des derniers à nous adresser à l'opinion publique : c'est qu'en effet c'était la une idée pleine de grandeur et d'a-propos et qui convenait à la Corse d'acquiescer une dette de reconnaissance vis-à-vis un des hommes qui ont le plus fait pour sa gloire et pour son indépendance. La vie de Paoli, si noblement consacrée à la défense et à la prospérité de son pays, nous l'avions acceptée entière, sans vouloir revenir sur le dernier acte politique qui la terminait; tout ce qui avait accompagné ce dernier acte, que nous pouvons nous expliquer par l'entraînement du moment ou l'irritation, mais non excuser et encore moins justifier, nous semblait couvert par une vie entière de dévouement et de sacrifices et nous aurions gardé le silence à cet égard, si de cet acte on n'avait cherché à en faire un acte honorable et grand, si on ne s'était efforcé, au moins, de le présenter comme difficile à apprécier et à caractériser et si l'on ne cherchait à représenter cette appréciation comme peu importante au fond. Nous ne saurions accepter la question posée en ces termes. Sans doute il est à désirer que l'opinion publique ne se laisse pas égarer par le moment Paoli, mais il ne faudrait pas que, sous ce prétexte honorable, on pût faire taire l'histoire et absorber un acte qu'il importe, au contraire, de juger comme il doit l'être. La vie de Paoli est assez riche en vertus, en dévouement; il a fait assez de bien à la Corse; il lui a donné assez de son ardent et inflexible amour de la justice, pour que les réserves que nous aurions à faire, que l'opinion publique ferait avec nous, ne diminuent rien de sa gloire, rien de l'admiration, rien de la reconnaissance qui lui sont dues. Il importe qu'au moment même où le monument, qu'il attend depuis si long-temps, se prépare, il ne reste point d'arrière-pensées, de réserves ou de malentendus. Il ne faut pas que des fautes, semblables à celle qu'il a faite, puissent, nous ne dirions pas se renouveler, mais même se répéter dans quelques esprits malins, parées à l'espèce d'indulgence qu'on réclame ou à l'impossibilité de prononcer qu'on allègue. Paoli est assez grand, pour qu'on puisse envisager de front et de haut tous les actes de sa vie et une tache ne suffirait pas à ternir sa gloire. Il peut noblement supporter la contradiction, et les réserves que, dans l'intérêt même du pays qu'il aimait avec tant d'ardeur, l'on ferait contre un épisode de sa vie, ne pourraient que sauvegarder l'avenir, sans amoindrir le grand citoyen législateur de son pays, l'intrépide soldat et le général habile qui lutta si long-temps pour l'indépendance de la terre natale. Quand il s'est agi pour la France de rentrer en possession des restes de Napoléon, il s'est élevé, dans le sein du parlement français, des réserves contre certains actes de l'illustre et impérieux héros qui avait sauvé la France de l'anarchie intérieure, des atta-

ques du dehors, mais qui avait tendu outre mesure les ressorts puissants de l'autorité la plus inflexible qui pût se concevoir après les sanglantes et terribles agitations, les incroyables faiblesses du directoire qui avaient précédé l'empire. Ces réserves ont-elles compromis la grandeur du plus grand homme des temps modernes; ont-elles refroidi ou amoindri l'enthousiasme national?

Certes nous n'aimons pas être les premiers à soulever cette question, parce que nous comprenons que le grand nom de Paoli ne devait pas être une occasion de polémique; parce que nous pensions qu'on accepterait les arrêts de l'histoire. Mais dès l'instant qu'on remet tout en question, et que, tout en reconnaissant que la séparation de la France fut certainement condamnable aux yeux de la patrie française et qu'il ne peut y avoir deux avis là-dessus, on incidente cependant et qu'on pense que ce n'est pas là le véritable point de vue historique de la question, il nous faut bien, quelque regret que nous en ayons, revenir sur les faits et les rétablir. Ce passé est loin de nous sans doute, mais ce passé nous appartient, mais ce passé doit être apprécié, compris dans l'intérêt du présent et de l'avenir; on ne saurait ainsi briser avec ce passé et il importe d'autant plus de le caractériser en Corse, afin d'en tirer tous les enseignements qu'il renferme, qu'il y a à peine six mois, la *Gazette de France* écrivait, avec un sang froid imperturbable, que la Corse n'attendait qu'un nouveau Paoli pour se séparer de nouveau de la France. Nous avons dit tout ce qu'il y avait d'absurde et d'odieux dans de semblables réveries; mais il faut même que le retour de telles niaiseries, qui finiraient par devenir criminelles, soit impossible; il faut que, sous prétexte de faire de l'opposition à la révolution de Juillet, on ne trahisse pas le présent et qu'on n'agite pas sur ce pays le nom de Paoli qu'on profane si audacieusement dans un intérêt étroit de parti. Ce n'est qu'en assignant à cette fatale séparation de la Corse de la France sa véritable portée qu'on épargnera à la Corse et à la France des hypothèses semblables à celles de la *Gazette* et qu'on éloignera du nom de Paoli des comparaisons indignes de lui et qui l'abaisseraient, si l'indignation publique n'en faisait promptement justice. Ces réserves faites, la Corse entière se rallie au monument de Paoli. La nationalité française maintenue; les grands principes, qui font la force et l'empire des peuples, sauvegardés, n'est-ce pas là le meilleur hommage à rendre à Paoli? M. Limperani en rétablissant la question sous son véritable point de vue historique, n'a-t-il pas rempli son devoir? et n'aurait-on pas dû l'en féliciter au lieu de lui faire une assez pauvre querelle?

A l'appui de ce que nous venons de dire nous ne pouvons que renvoyer le *Progressif* à la vie de Paoli par M. Arrighi, ouvrage si remarquable par le véritable sens patriotique et par la haute impartialité critique qui le distingue. M. Arrighi, qui a étudié à fond la grande vie de Paoli, qui l'a suivi à travers tous les efforts et la lutte, n'hésite pas à parler de cette séparation funeste en termes

qui ne laissent aucun doute sur la signification à y attacher. Il le fait avec tous les égards, avec tous les ménagements que commande Paoli, mais il tranche nettement une question que l'histoire doit trancher et il la tranche aussi bien dans l'intérêt du passé que celui de l'avenir. Cette solution nous paraît bonne et nous nous y tenons, sans que notre admiration pour Paoli diminue et la Corse doit s'y tenir, elle aussi, sans que sa reconnaissance pour son grand citoyen s'affaiblisse. Ce n'est même qu'à la condition de cette réserve, impossible à ne pas faire, que vous ralliez autour du monument de Paoli cette unanimité que nous souhaitons, que tous doivent souhaiter, car Paoli n'a voulu que le bonheur et la grandeur de la Corse, et, s'il s'est mépris un moment sur le moyen à adopter pour arriver au but, il est bon que cette expérience malheureuse soit bien constatée. Ce sera une raison de plus pour se rapprocher de la mère patrie, pour se confondre de plus en plus avec elle et en agissant ainsi on accomplira le désir le plus ardent et l'ambition la plus vivace de Paoli lui-même qui, il est permis de le croire, a pu voir lui-même qu'il s'était égaré et que le salut de l'avenir n'était pas là où il l'avait placé. Après tout, le plus grand honneur à rendre aux grands hommes, n'est-ce pas d'honorer les grands et les vrais principes, et en est-il de plus grands et de plus vrais que celui qui, de la nationalité d'un pays inébranlablement maintenu, fait le premier besoin, la première loi et la première force d'un peuple?

Voici en quels termes M. Arrighi s'explique sur la douloureuse époque de la vie de Paoli, dont nous parlons dans l'article précédent. Nous avons besoin d'exposer l'opinion même de M. Arrighi, dont les savants travaux témoignent d'un si ardent amour pour son pays natal, en même temps que d'un attachement si vrai, si profond, d'un patriotisme si pur pour la nationalité française : il a su concilier à la fois et ce qu'il devait à la terre de ses pères et ce qu'il devait à la grande patrie française. Sa remarquable histoire de Paoli, premier monument complet élevé à la mémoire de l'illustre général des Corcises, constate, d'une manière pleine d'éloquence et de bonheur, cette intime alliance qui honore à la fois la Corse et la France; puisque, si la contradiction n'intervenait pas, le sens moral pourrait s'affaiblir ou s'écarter au sujet d'une question aussi capitale que celle de la fidélité inébranlable à la patrie, il nous importe de demander aux écrivains de notre pays, qui comprennent noblement leur mission, les lumières qui doivent éclairer cette question. A qui pourrions-nous mieux nous adresser qu'au livre de M. Arrighi? Voici donc comment il exprime son opinion sur cette partie si délicate de la vie de Paoli. Après avoir discuté l'opinion de M. Pompeii sur ce même fait, opinion reproduite par le *Progressif*, M. Arrighi continue ainsi :

« D'après les admirateurs de Paoli, il n'aurait fait que suivre l'exemple des Lally-Tollendal et des Montmor. Le premier renonce à son titre de Français et alla en Angleterre, pays de

ses amis, de laisser par sa parole et ses écrits, contre ses anciens collègues et les décrets l'Assemblée Nationale, et contre de la soulever contre ce qu'il appelait un ramas de révolutionnaires. Il y a plus; condamner la conduite de Paoli, c'est faire le procès aux Girondins, c'est faire le procès des Girondins, des Girondins, de tous ceux en un mot qui, après avoir commencé la révolution, voulurent ensuite l'arrêter dans son cours. On peut même ajouter que quelques uns d'entre eux étaient moins censurables que Paoli, en ce que la dévotion de la ligne politique où ils avaient entraînés leurs collègues par la puissance de la parole et le côté séduisant de leurs théories, précéda les déplorables excès de la révolution, excès qui fournirent, sinon des motifs légitimes, du moins des prétextes aux défections ultérieures. Paoli insurgea la Corse. Mais les Girondins n'avaient-ils pas le droit de soulever les départements contre la capitale? La fédération des provinces compromettrait la sûreté du pays et nuisait à l'unité nationale, beaucoup plus que l'insurrection de la Corse aux Anglais.

« Nous ne le pensons pas. Les Girondins mouraient en criant, Vive la France! vive la République! Sur les débris de la Convention contre le fatal tombeau, ils n'avaient qu'un désir, la liberté des peuples. S'ils eurent des tentatives rétrogrades contre la Convention, c'est à la Convention, qui était contre la Convention de Paris, qu'ils ont aussi présenté, du moins plus criminelle, ils étaient prêts également à marcher vers la frontière pour défendre de leur personne l'indivisibilité du territoire français. Lafayette dévota des rangs de l'armée républicaine; il n'aurait pas le chemin de la France devant des Provisaires.

« Ah! pourquoi Paoli n'a-t-il attendu, pour retourner sur la terre de l'exil, que l'évacuation, jaloux de son influence, eût demandé son éloignement de la Corse? L'ami de Washington lui avait appris comment on pouvait sortir, à la tête d'une armée, d'une position difficile, et emporter l'estime de cent à mille fois plus de monde; pourquoi ne pas concéder à quelques-uns de ses vœux de citoyen avec son dégoût pour les sanglantes manœuvres de Paris, Nantes et Lyon? — Les Anglais lui firent expliquer bien cruellement l'erreur d'un jour. En vain lui résistait-il la présidence du parlement corse, en vain déclarait-il à son hôte les honneurs que l'on devait refuser plus tard à sa personne : Paoli avait signé son testament politique.

« On pouvait bien, objecte-t-on enfin, ne pas rompre avec la France et refuser son adhésion à une constitution discutée et votée par une chambre maladroite, dans l'espèce de quelques séances, entre les poignards des Jacobins et la terreur de l'étranger. — Nous ne l'admettons pas davantage. La Convention, c'était la France. Eu elle résidait la souveraineté nationale. L'espèce de dictature qu'elle tenait de la gravité des circonstances n'était pas trop constitutionnelle, nous le reconnaissons; mais était-elle nécessaire? Voilà ce qu'il faut se demander. Si tous les généraux commandant les divisions territoriales eussent méconnu également son autorité, que devenait la France? Les conséquences de la coalition auraient dépassé les sauvages menaces du Gêneral manifeste où Paris était devenu d'assaut à une subordination totale.

« La Convention alla trop loin sans doute, et si elle avait agi d'après contre la Convention toute l'Europe qu'elle eût à repousser l'agression étrangère, elle eût été en héroïsme le sénéchal romain aux plus beaux jours de sa grandeur, et racheté, par cette noble fermeté, les déplorables erreurs où l'entraînèrent l'effervescence des clubs et les imprudences de l'événement. Cette justice lui fut même rendue par l'un des plus habiles ministres de la restauration. Il est le courage de dire tout haut à la tribune, et en face du côté droit, que si elle n'eût pas délibéré sous l'influence des poignards, la France n'aurait pas eu à se plaindre sur des actes d'une force énergique. — Comment Paoli, lui, qui avait attaché tant de prix, la gloire de sa vie, à l'intégrité du territoire, ne comprit-il pas que le premier devoir de cette assemblée était de défendre avant tout l'indépendance de la nation? D'ailleurs, ce n'était pas à un simple général à la juger. Il ne lui restait plus que deux partis à prendre, celui à ses ordres, ou se remettre du commandement.

« Nous avons vu dans un journal politique, qu'en appelant la France anglaise, Paoli ne se séparait point de la France, mais seulement des évergètes qui la couvraient d'éclat. Cette apologie peut sembler excellente à des Prussiens en à des soldats de l'armée de Condé; il est douteux qu'elle satisfasse des Français. On comprendrait que Paoli eût essayé de reconstruire pour la seconde fois un gouvernement libre et indépendant de toute domination étrangère; il y avait peut-être de la gloire à réorganiser cette unité nationale que nos pères avaient poursuivie avec une persévérance si héroïque, à travers tant de vicissitudes et de périls. Ce franc, ce patriote, retour à des idées de nationalité, était la seule manière, à notre avis, de se séparer honnêtement de la France, si jamais une pareille détermination pouvait surgir encore dans les vœux et les sentiments des cœurs généraux. Ce que nous ne pouvions ni concevoir ni justifier, c'est l'incorporation de la Corse à la monarchie anglaise, apparemment pour qu'elle eût bientôt un sort pareil au sort de l'Irlande.

« Nous cherchons la mémoire de Paoli, autant que qui que ce soit. Il ne nous arrive jamais de prononcer son nom sans être ému. Chaque fois que nos regards rencontrent son nom sans respect religieux nous saisis, et si nous ne nous abusons fort sur le caractère de ce sentiment, ce respect tient de la piété filiale. L'Empereur fut le plus grand des hommes, Paoli le plus aimé des Corses. Cependant nous ne battons pas à la répéter; sa conduite nous paraît encore plus coupable que celle des fédérés. Ceux-là, en se séparant de la Convention, restaient toujours sous les couleurs de la France. Paoli, au contraire, dénâtait la Corse. Ce n'était plus pour la rendre libre et indépendante, c'était pour en faire l'appanage d'un baronnet anglais. Il repoussait les représentations d'un peuple écailé sans doute, mais généreux et loyal, pour passer sous la domination d'un cabinet égoïste et perfide. La France allait compter un débilement de moins et la Grande-Bretagne une possession coloniale de plus, car, après tout, la charte constitutionnelle du 19 juin n'était qu'une concession temporaire.

« Paoli le comprit. Il était trop accoutumé à étudier l'his-

toire pour oublier longtemps que l'indépendance française est le terme de l'indépendance nationale. Indifférent à toutes vues d'ambition, et de bonheur durable, c'était une situation voisine dans le lot français que considérait le cabinet de Saint-James. Il était impossible qu'avec un sens droit et aussi profonde pénétration d'esprit, son erreur fût de longue durée. Aussi ne s'abusa-t-il qu'un instant et sur la fausse position où il s'était placé, et sur les véritables motifs de cette occupation transitoire, destinée à ne laisser après elle que le souvenir d'une défection politique et l'auteur regret des pensées perdues » (3).

Après ces chaleureuses paroles qui résument si bien le débat, nous n'avons plus rien à dire. M. Arrighi a trop noblement protesté en faveur du sens national pour qu'il soit utile de rien ajouter. Bornons-nous à rappeler que Paoli lui-même regretta son erreur, ainsi qu'il est facile de le voir par les fragments de lettres citées par M. Arrighi. Jugeons l'illustre patriote comme il s'est jugé lui-même : est-ce donc le rapetisser? ce remord n'al-faiblir-il pas son erreur puisqu'il en rend le retour impossible? C'est là tout ce que nous voulons.

Les élections d'un membre au conseil général de la Corse, pour les cantons de Calvi et de Calenzana, ont eu lieu le 23 mai. Deux concurrents se présentaient, M. Castelli, juge d'instruction au tribunal de Calvi, ancien membre du conseil général et M. Lecca propriétaire à Lumio. Ce dernier a été nommé, mais à la majorité d'une seule voix. Des faits et des irrégularités tellement graves ont accompagné cette élection que nous ne saurions la regarder comme définitive. Une protestation a été signée par plusieurs électeurs, protestation qui contient l'énonciation de ces faits et nous ne pouvons douter que le scrutin ne soit annulé.

A. M. le Rédacteur de l'Insulaire français.
Monsieur le Rédacteur,

Je compte sur votre obligeance pour l'insertion, dans votre prochain n°, de la réponse suivante à la lettre en date du 24 avril que M. Rossi m'a adressée.

M. Rossi devrait savoir qu'il n'est guères d'habitude de discuter, dans les colonnes d'un journal, les prix de revient d'une usine; je m'abstendrai donc de satisfaire sa curiosité à cet égard; je lui dirai seulement que la charge actuelle se compose de 206 minéral, 4 1/2 hectolitres charbon, 7 à 10 kil. de castine et que son rendement moyen est de 135 kil. fonte; la production journalière s'est élevée à plus de 17,000 kil. et la charge en minéral jusqu'à 230 kil. et cela en marchant à l'air froid. — Que Monsieur le Comte médite ces chiffres, il en déduira une réponse plus concluante et plus péremptoire qu'il ne pensait.

La partie intérieure du haut-fourneau déjà construite à mon arrivée, et qui ne se composait que de quelques assises de briques réfractaires, n'a point été laissée telle que je l'ai trouvée; sa largeur et sa hauteur ont été diminuées. — Il en est de même pour la distance du gueulard à la sole du creuset que j'ai fait réduire considérablement. Quant aux autres dimensions, je répète que je n'ai fait aussi que suivre mes propres inspirations.

Pour ce qui est de la machine et des chaudières, l'exécution en était déjà terminée au mois de juin passé; il n'y avait donc pas à les changer. Que M. Rossi se donne la peine de relire ma lettre au *Progressif*, il y verra que c'est la disposition des générateurs que j'ai modifiée complètement, c'est-à-dire, la disposition de la surface de chauffe courants de flammes, foyers, etc. etc.

(1) HISTOIRE DE PASCAL PAOLI, ou Les dernières Guerres de l'indépendance (1780-1807); par A. Arrighi, Avocat et Directeur de l'Ecole Paoli, Tom. II, pag. 334 et suiv.

Puisqu'il me faut revenir à la boîte de combustion, je dirai que des deux qui avaient été commandées, une seule a été exécutée et qu'à la chaudière à laquelle elle se trouve adaptée, elle ne sert que comme tuyau de conduite de gaz; si je ne l'ai point fait enlever, c'est afin d'éviter les frais de déplacement d'une pièce à laquelle on a donné un poids qui n'exigeait nullement l'usage auquel elle était destinée.

À la date du 15 août 1843, M. Taylor pouvait très bien écrire qu'il n'avait reçu aucune instruction pour changer ce qui lui avait été prescrit; mais ce qui était vrai le 15 août ne l'était plus le 8 septembre, époque à laquelle j'ai envoyé à ce constructeur tous les plans relatifs à la prise de gaz et à sa distribution. Ainsi ni M. Taylor, ni M. Fettiplace ne se sont trompés, il n'y a eu d'erreur que de la part de M. Rossi.

Quant au peu de solidité de la fondation de la machine et aux dangers imminents qu'elle court, que M. Rossi se rassure, voilà plus de quatre mois que la soufflerie fonctionne et elle n'a pas encore éprouvé la plus petite avarie; elle devait suffire à la condition de donner 20 coups de piston par minute, la pression du vent étant de 35 doubles millimètres (0^m 27). Le nombre des coups de piston s'est souvent élevé à 24, la pression étant de 50 doubles millimètres (0^m 30). — Il existe, il est vrai, un tremblement insignifiant dans le palier de l'arbre du volant, mais ce tremblement ne provient nullement de la fondation; il est produit par une légère obliquité de la bielle que j'ai fait constater au constructeur en ma présence et qui est due à l'excentricité du tourillon du balancier auquel elle est assemblée.

Je m'arrête, car je crois avoir fait voir d'une manière suffisante qu'aucune des assertions de ma lettre du 2 avril ne se trouvait infirmée; quant au dernier paragraphe de la lettre de M. Rossi, je lui propose un moyen bien simple de s'assurer que ses amis même l'induisent en erreur, c'est d'envoyer ici les plans des différents parties de l'usine tels qu'il comptait les terminer et de les faire comparer avec ceux qui existent; nous verrons alors s'il a laissé des plans auxquels j'ai pu avoir recours pour continuer les travaux qu'il avait commencés.

Agreez, M. le Rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

EDOUARD FETTYPLACE,
Ingénieur civil des mines.

Bastia, 22 mai 1844.

On lit dans le Journal de la Corse :

A MM. le Président et les Membres de la Chambre des Députés.

Messieurs,

Les signataires de la pétition présentée contre moi à votre Chambre, sont aussi les rédacteurs du *Progressif* de la Corse. Ils viennent de faire imprimer dans leur feuille une lettre du 6 janvier 1838, adressée à M. Rouvray, par le Préfet de la Corse, qu'ils ont précédée d'une Lettre définitive de leur correspondant d'Ajaccio, et des grands mots suivants :

« Ces documents justifient le peuple corse; ils accusent le Ministère; ils contraindront et le Parlement et la presse à dépendre. L'Oni de plus attirant en effet ! »

« Dans une Lettre dont il ne désiera pas l'écriture, l'administrateur en chef de ce département conseille la fraude ! »

« Il conseille la simulation ! »

« Il conseille le larcin ! »

Après cette explosion d'une indignation vertueuse et d'une sainte colère, effet nécessaire de leur conviction profonde, qu'ils veulent se hâter de légitimer à la face de la France, ainsi qu'ils le disent, dans leur pétition, à propos d'un autre faux, ils insèrent la copie exacte de la Lettre du 6 janvier 1838, qui leur a été transmise par une personne très recommandable. À la suite de cette exacte copie, ils transcrivent les observations judiciaires et profondes de la très-recommandable personne, observations dont je me borne à citer la conclusion :

« Cette lettre, en un mot, est un petit chef-d'œuvre, sur lequel je vous engage fort à appeler la publicité. »

« Hier merci, cette fois, on ne saura pas la Lettre du 6 janvier 1838 ! »

« Nous sommes prêts et prêts à l'indignation ! »

« Quoi ! J'ajouterai peut-être, priés de m'excuser ! »

M. HENRAUX a bien voulu me communiquer, avec cette lettre du 6 janvier 1838, que l'on fait sous le nom de crimes, l'extrait d'une délibération de la Commission du mouvement de Napoléon, dont cette Lettre serait la conséquence. J'ai lu et relu très attentivement ces deux pièces, et je suis encore à comprendre comment de semblables documents justifient le peuple corse, qui n'a eu besoin de justification, accusant le Ministère, et contraindant et le Parlement et la presse à dépendre. Je ne le comprends pas. Serait-ce que je n'ai pas la vue et l'acuité d'intelligence des pétitionnaires rédacteurs du *Progressif* et de leurs amis, qui ont si souvent vu tant de choses où personne ne voyait rien ? Je ne sais, mais je ne comprend pas encore la notation de la Lettre du 6 janvier 1838 et de l'extrait de la délibération de la Commission. Ces documents, au contraire, me paraissent fort simples et les plus innocents du monde. La Lettre, au reste, a été déposée par M. HENRAUX, sur ma demande, chez M. Delamotte, notaire, rue Coq-Héron, n° 8, à Paris. Chacun pourra l'y voir, et observer même des explications en bonne forme.

Mais ce qui ne sera ni simple ni innocent aux yeux de personnes, et où je suis bien assuré de ne pas me tromper, c'est que cette Lettre, que le *Progressif* a imprimée avec la signature JOUBAN (ou JAR), porte sur l'original la signature suivante :

POUR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DU MOUVEMENT, PRÉFET DE LA CORSE, ARBENT, LE VICE-PRÉSIDENT, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO, P. PERELLI !

Il y a ici plus qu'une calomnie, plus qu'une diffamation; il y a des crimes de faux et de faux privé, un faux commis sciemment, si l'on veut, mais avec l'intention la plus manifestement perverse. La lettre voudrait, sans doute, en rechercher les auteurs.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs, avec la plus haute considération,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le Préfet de la Corse.

Signé H. JOUBAN.

Paris, 10 mai 1844.

Le conseil municipal de Bastia, secondant le désir exprimé par Mgr. Casanelli d'Istria, évêque du diocèse d'Ajaccio, a délibéré, dans sa séance du 27 de ce mois, que la ville se rendra acquéreur de l'ancien couvent et de l'église St-Joseph, ainsi que des terrains adjacents, pour y établir une maison de retraite spirituelle.

Cette délibération a été déterminée principalement par les avantages qui doivent résulter d'un pareil établissement au point de vue moral.

En effet, c'est par les retraites spirituelles que le clergé français, si vénéré dans le monde catholique, a acquis la haute réputation dont il jouit à si juste titre.

Les ecclésiastiques qui habitent la partie de la Corse comprise dans l'ancien département du Golo, et qui, à cause des distances et de la difficulté des communications ne peuvent se réunir au siège épiscopal, trouveront désormais, dans la mesure qui vient d'être prise, ce dont ils avaient été privés jusqu'ici, le moyen de recourir par la méditation et la discipline leurs vertus évangéliques, et de les répandre avec une nouvelle et sainte énergie, au milieu des populations.

Nous espérons donc voir bientôt se réaliser une œuvre aussi éminemment utile, et qu'en ce la, notre évêque diocésain et le conseil municipal de Bastia seront puissamment secondés par la munificence du roi et du gouvernement.

Delibération de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Compagnie Corse.

ARTICLE PREMIER.

La délibération de l'assemblée générale annuelle du 24 avril 1843 qui autorisait le conseil de gérance à transférer le siège de la société partout où il le croirait utile, ainsi que l'arrêté du conseil de gérance du 10 août suivant, qui transfère le siège social à Bastia, sont en tant que de besoin ratifiés. En conséquence, tout encaissement, remboursement et paiement des intérêts des actions auront lieu à l'avenir au siège social.

ARTICLE 2.

L'acte de société de la Compagnie Corse signée à Paris le 21 avril 1840, enregistré à Vincennes le 4 mai suivant, n° 171, à 174 verso recto, Case 3, et suivantes par Chevalier qui a reçu 5 francs, pour consentement d'antériorité, 5 fr. pour l'acte de société, et 0,90 cent. pour décimes, est modifiée ainsi qu'il suit :

1° M. le comte de Parsent cesse d'être associé responsable. M. Mariano de Bertodano le sera seul à l'avenir.

2° La raison sociale sera désormais BERTODANO LAUTHIER ET COMPAGNIE.

3° Le conseil de gérance est supprimé et tous les pouvoirs qui lui étaient conférés par l'acte de société seront exclusivement exercés par le directeur et administrateur général.

4° Les pouvoirs accordés par l'article 24 audit conseil de gérance sont également conférés au directeur et administrateur général qui pourra même vendre ou échanger les propriétés de la Compagnie, non seulement jusqu'à concurrence de quarante mille francs, mais encore jusqu'à un million de francs sans qu'il ait besoin de remplir les formalités établies dans l'article 24 sus indiqué, ni d'en référer à l'assemblée générale des actionnaires.

5° Le directeur et administrateur général régiera aussi tout emploi des fonds et fera toute opération quelconque pourvu qu'il ne dépasse dans aucune d'elles la somme d'un million de francs.

6° En cas de décès du directeur et administrateur général, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu de droit immédiatement à la simple convocation et diligence d'un actionnaire quelconque, et jusqu'à la délibération de cette assemblée les simples actes d'administration seront valablement faits par le concours de deux employés supérieurs, au moins, de la Compagnie.

7° L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le dernier lundi du mois d'avril de chaque année et elle se tiendra, ainsi que toute assemblée extraordinaire, à Bastia, siège de la société.

La convocation des assemblées extraordinaires sera faite par un simple avis inséré, au moins trente jours avant, dans un des journaux qui s'impriment à Bastia.

8° Les délibérations des assemblées extraordinaires ainsi convoquées sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

9. Toutes les difficultés prévues par l'article 46 de l'acte de société seront jugées à Bastia par trois arbitres dont deux seront choisis par les parties et le troisième sera de droit le Conseil de la Compagnie.

10. En cas de désaccord sur le choix des arbitres ils seront nommés d'office par M. le Premier Président de la Cour Royale de Bastia sur simple requête présentée par la partie la plus diligente, ces arbitres jugeront d'après les formes établies par l'article 46 de l'acte de société.

11. La Commission de vérification des comptes et surveillance est supprimée.

Tout actionnaire propriétaire de 500 actions de capital pourra examiner les livres de la Compagnie et exercer le droit conféré à ladite Commission par l'article 32 Titre VI. de l'acte de société.

12. Toute procédure contre un actionnaire sera dirigée à Bastia, à défaut de domicile élu, au domicile du Procureur du Roi.

Fait et arrêté à Bastia, les jour mois et an que dessus.

Signé. — M^r de BERTODANO.

P. P. de M^r le Comte de Parsent,

Signé. — José DIAZ DEL CASTILLO.

P. P. de M^r Campagna,

Signé. — J. PRIGORA.

Enregistré à Bastia le trente mai 1844, n° 68, verso case 1^{re} Reçu cinq francs et cinquante centimes pour décime.

Publié le même jour au greffe du Tribunal de Commerce de la ville de Bastia.

Reçu par M. Mariotti, greffier.

— Le CONSTITUTIONNEL, dont le prix est maintenant à 40 fr. pour Paris et 48 fr. pour les départements, continue la publication d'un roman de George Sand, intitulé : JEANNE, qui obtient un grand succès. Les personnes qui s'abonneront au 1^{er} juin 1844 recevront sans frais tous les chapitres de ce roman publié en avril et en mai. JEANNE finira dans la première quinzaine de juin.

C'est le 25 juin que commencera la publication du JUIF-ERRANT. Ce roman nouveau de M. Eugène SUE ne paraîtra que dans le CONSTITUTIONNEL et ne sera même publié en volumes que cinq mois après que la publication de chaque volume aura commencé dans ce journal.

— Les expériences comparatives qui ont été faites par les médecins de tous les hôpitaux de Paris et par les professeurs de la faculté de médecine ont constaté la supériorité de la PATE pectorale de NAFÉ d'Arabie sur toutes celles du même genre. Cette PATE se vend 1 fr. 25 c. la boîte et le SIROP de NAFÉ 2 fr. la bouteille. Dépôt aux pharmacies de MM. GROSSETTI à Ajaccio; GIRALT à Bastia.

— Les personnes atteintes de mal de dents trouveront un prompt soulagement dans l'emploi de l'Eau O'Mara, qu'on peut se procurer à Bastia chez M. Giralt pharmacien et dans toutes les villes. Cette préparation est très salutaire aux gencives et à l'émail dentaire.

HAÏTI. — Les plus affreux désastres ont suivi la prise d'assaut de la ville des Cayes. Les nègres insurgés ont massacré toute la population blanche et mulâtre, à l'exception de quatre-cents personnes qui se sont réfugiées à la Jamaïque sur des navires étrangers, entre autres sur un brick français commandé par le capitaine Tahet.

Le président Hérad a été tué dans une bataille livrée aux héros de Santo-Domingo.

Librairie d'Edouard Legrand, quai des Augustins, 59, à Paris.

THÉORIE DU CODE PÉNAL,

Par MM. CHAUVEAU ADOLPHE, professeur de droit administratif à Toulouse, FAUSTIN HELLIE, chef des affaires criminelles au Ministère de la Justice. 2^e ÉDITION. — 6 forts vol. in-8° de 600 pages, avec des Tables faites avec soin. — Prix : 50 fr. (6910).

